Le Petit Démocrate

Journal de la démocratie populaire

Secrétaire Général : RAYMOND-LAURENT — N° 1020 — DIMANCHE 18 JUIN 1939 — Fondateur : ROBERT CORNILLEAU

DECLARATION du Conseil National du Parti Démocrate Populaire

Réuni à Paris, le 11 juin, le Conseil National a adopté à l'unanimité, en conclusion de ses travaux la déclaration suivante :

LE Conseil national approuve la politique de fermeté et de dignité française, définie par les derniers discours du Président du Conseil ;

RAPPELLE qu'il s'est toujours déclaré partisan de la collaboration internationale ; souhaite ardemment qu'elle redevienne possible sur la base des réalités géographiques et humaines, dans le respect du droit, mais constate que toute concession faite actuellement aux états totalitaires, qui se glorifient de ne pas croire au droit, ne servirait qu'à accroître leur potentiel de guerre, leurs exigences et leur audace ; affirme spécialement que, dans les circonstances présentes, une conférence économique internationale ne pourrait aboutir qu'à un échec : prisonnières de leur autarcie, les dictatures totalitaires ne semblent pas, en effet, disposées à accepter des collaborations économiques qui ébranleraient leur structure politique. La France tout en espérant une détente, ne peut aujourd'hui que le constater. Sûre de sa force, de son Empire et de ses alliances, sa résistance morale ne doit pas faiblir.

POUR la maintenir, le Gouvernement se doit de répartir équitablement les efforts et les sacrifices, dont la nécessité ne saurait être contestée. Il devra veiller aussi à ce qu'en aucune façon les circonstances présentes ne servent de prétexte à une politique ou à des attitudes de régression sociale. Ce peut et se doit être l'honneur de la démocratie française de « faire face » sans sacrifier, ni la liberté, ni la justice sociale. Et, puisqu'il a reconnu enfin l'importance primordiale des problèmes familiaux, le Gouvernement devra sans tarder davantage passer aux actes.

LE Conseil national affirme une fois de plus l'attachement du Parti à la représentation proportionnelle intégrale, condition préalable du rajeunissement des institutions républicaines. Les derniers débats relatifs à la réforme électorale ont tristement révélé l'insincérité d'un grand nombre de politiciens. De semblables déloyautés risquent de fournir aux adversaires de la République leur meilleur argument. En poursuivant sans démagogie leur effort politique, les démocrates populaires, prêts à toutes les collaborations, demeurent au service de l'intérêt général de la Nation.

A Paris, le 11 Juin

LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI DÉMOCRATE POPULAIRE

a été consacré à une mise au point des nécessités politiques et sociales

Présidées par Paul Simon et Louis Martel, les séances suivies par de nombreux militants ont démontré notre ferme résolution de faire prévaloir notre idéal de liberté et de progrès social

Nous étions entre amis dimanche, au Conseil National du Parti Démocrate Populaire, dans une sorte d'intimité studieuse et fervente. Quoique la vie politique soit au ralenti, du moins à l'intérieur du pays, les Chambres ayant accepté sans résistance le chloroforme que leur a administré le gouvernement et les députés pour prix de leur sommeil ne demandant que la prorogation, les rapports présentés par Alphonse Jugé, Ernest Pezet, Eugène Bellut, Pierre Trémintin et

Paul SIMON

Reille-Soult ont vivement intéressé nos amis, car ces rapports leur apprenaient quelque chose. Ils leur ouvraient des aperçus. Ils les faisaient réfléchir. Ils leur donnaient d'autres motifs de garder confiance dans le Parti, dans sa doctrine, dont les événements confirment la justesse, dans son action, plus profonde que tapageuse, et dans la clairvoyance de ses dirigeants.

Le désarroi apparait dans tous les autres partis. La vieille ligne de partage des eaux ne passe plus entre la droite et la gauche. Depuis Munich, elle coupe transversalement toutes les anciennes formations politiques. Seul, le Parti Démocrate Populaire a échappé à cette césure. Il a conservé son unité intellectuelle et morale. Et la solidité des convictions de ses militants est à toute épreuve.

La politique extérieure a principalement retenu l'attention des délégués au Conseil National. Le rapport d'Ernest Pezet était nourri de faits, d'informations exactes, de déductions et de précisions. Au Parlement et au dehors du Parlement, l'autorité de Pezet a beaucoup grandi, au fur et à mesure que le déroulement du drame en Europe centrale est venu démontrer à quel point il savait, il voyait clair, il fut bon prophète. Se décidera-t-on enfin, dans les sphères gouvernementales, à l'écouter ?

Il est sérieusement question, paraît-il, d'utiliser la sixième arme pour la Défense nationale. La sixième arme, c'est la propagande. On sait comme [illegible] l'Italie excellent à s'en servir. Le budget de la propagande nazie et fasciste à l'étranger atteint des sommes considérables. En France, on ne fait presque rien dans cet ordre d'idées. Voilà cependant des années que Ernest Pezet réclame la création d'un ministère de la propagande. Parfait, si on lui confie ce département dans lequel il donnerait sa mesure. Mais si on doit caser là un ignorant ou un inapte, qui se laissera manœuvrer par le clan flandiniste et prohitlérien, à moins qu'il ne soit sa créature, mieux vaut ne rien faire...

Le tragique de la situation actuelle, c'est qu'on ne peut avoir qu'une confiance limitée dans les hommes qui tiennent les leviers de commande. On incrimine les institutions. Et sans doute il faudrait une réforme de l'Etat. Il y a d'ailleurs longtemps qu'elle aurait pu être faite, si les ministres au pouvoir n'avaient pas donné tant de preuves de leur insuffisance ou de leur indécision. Quand Doumergue revint à Paris, après le 6 février, il était le maître absolu de la situation. Et il n'a rien fait. Blum, au lendemain des élections du Front populaire, disposait d'une autorité sans conteste et il avait à sa dévotion une majorité docile. Et il a jeté le pays dans l'impasse au fond de laquelle il a trouvé la ruine de l'économie nationale et l'humiliation de Munich. Daladier connait aujourd'hui une popularité immense. Et au lieu de tenter de grandes choses, il ruse avec une majorité de médiocres ou d'indignes et il laissera, lui aussi, passer l'occasion de faire du neuf, d'imprimer à la France qui n'attend que cela, le choc psychologique qui serait le signe du sursaut.

Heureusement, il reste deux grandes forces qui valent mieux que les politiciens: c'est l'armée, notre admirable armée française, avec ses chefs, avec ses cadres d'officiers jeunes, intelligents, ardents, avec son équipement magnifique, avec ses soldats enfin qui, si l'heure fatale sonnait jamais, égaleraient en vaillance et en héroïsme ceux de 1914; — et puis, c'est le pays lui-même, notre France, dont Clemenceau disait qu'elle se montre toujours supérieure à ceux qui la gouvernent, et qu'il n'y eut qu'un homme dans l'histoire, qui fût réellement digne de lui commander: saint Louis...

La France qui, tant de fois, s'est sauvée elle-même, quand ses chefs l'abandonnaient, a révélé, dans ces derniers mois, la profondeur de ses réserves vitales et que son bon sens demeure inentamé. C'est en vain qu'une propagande défaitiste et prohitlérienne a essayé de briser son moral. Par la vigueur de ses réflexes et par la tenue de son peuple, la France a contraint le gouvernement lui-même à redresser sa politique.

Dans cette œuvre de redressement, le Parti Démocrate Populaire a joué un rôle dont nos amis ne peuvent encore mesurer l'importance. Il a été l'un des plus lucides éléments de ré-

Louis MARTEL

sistance française à la campagne folle ou criminelle, orchestrée par d'habiles et ténébreux meneurs. Parce que notre Parti s'appuie sur les milieux populaires, parce qu'il compte dans ses rangs de nombreux travailleurs qu'il a sauvés de l'emprise socialiste ou communiste, il a servi très utilement la cause de la France, là précisément où d'autres n'auraient pu se faire entendre.

Laissons souffler les vents hostiles. Le Conseil National du 11 juin a prouvé que rien ne prévaut contre la fidélité à un idéal, contre la volonté de le défendre, de le faire triompher, quand même ! Démocratie populaire pas morte. Et elle ne mourra jamais, tant qu'il y aura une France aux traditions et au génie de laquelle la Démocratie populaire s'identifie.

Robert CORNILLEAU.

Je crains que, dans le courant de l'été, nous ne connaissions une nouvelle période de tension internationale grave. Il me parait impossible en effet que Hitler, le meneur de jeu des Etats totalitaires, ne soumette les Etats démocratiques à une épreuve de force morale qui sera pour lui une expérience décisive.

Si nous témoignons d'une inébranlable fermeté, quel que soit le péril, je pense que nous remporterons une victoire pacifique et que nous connaitrons dès lors, pour une assez longue durée, une tranquillité relative.

Je suis convaincu, en effet, que le potentiel des nations démocratiques, dans tous les domaines, est à l'heure actuelle très supérieur à celui de leurs adversaires éventuels. Ceux-ci s'en rendent compte et le problème, en définitive, est donc de savoir qui fera preuve de la plus grande résistance morale.

RAYMOND-LAURENT.

(Déclaration au « Petit Bleu », le 9 juin 1939.)

La politique britannique

UTILES PRÉCISIONS

La presse allemande mène toujours grand bruit autour de la politique des démocraties qualifiée comme de juste de « politique d'encerclement ». Elle pousse des cris d'autant plus stridents qu'elle paraît craindre par-dessus tout la conclusion — qui sera peut-être proche malgré tout — du pacte anglo-franco-russe.

Afin d'éclairer l'opinion mondiale dans toute la mesure du possible, Lord Halifax prit une première fois la parole la semaine dernière devant les Lords pour déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté poursuivait plus que jamais la conservation de la paix, souhaitait que des négociations fussent possibles, était prêt à examiner toutes les requêtes, fussent-elles même colorées de la théorie à la mode de l'espace vital. Là-dessus, « tolle » un peu partout. En Allemagne, où l'on prétend ne pas vouloir quémander quoi que ce soit de la « générosité » d'Albion. Dans l'ensemble du monde, où les « anti-Munichois » sentirent revenir sur eux l'atmosphère de septembre dernier. Seule l'Italie esquissa un timide sourire, toutes les paroles prometteuses de négociations étant pour l'instant avidement recueillies de l'autre côté des Alpes. Sans doute le « protecteur » fit-il un rappel à l'ordre, car d'un coup la plume de M. Virgilio Gayda redevint pleine d'une encre aussi acide que celle du docteur Goebbels.

Voyant tant d'incompréhension et désirant cependant être compris, Lord Halifax prit de nouveau la parole lundi devant les Pairs du Royaume britannique, dans le même temps que M. Neville Chamberlain expliquait aux Communes les conditions qui lui paraissent commander toute possibilité de conférence internationale.

Lord Halifax s'efforça de ne pas froisser les susceptibilités des gens qui redoutent un Munich N° 2, tout en redisant à l'Allemagne sa volonté de collaboration. Il affirma donc que toute tentative de force rencontrerait la force, mais que si aucune volonté d'agression n'existe nulle part, les pactes qui se concluent n'auront aucune chance de jouer. Nous applaudissons sans réserve quant à nous à un tel langage de probité et de droiture.

Il s'agit bien en effet de constituer devant toute volonté d'agression un barrage si puissant qu'il décourage par avance toutes les audaces, mais ceux qui écrivent qu'il faut en même temps préparer le retour à un état de relations normales, car l'Europe ne peut, sans risques mortels, tenir indéfiniment dans les conditions de surarmement où elle vit, voient bien à notre avis, tous les dangers d'une position qui ne serait pas négative. Il faut résister sans faiblesse, nous ne le dirons jamais trop. Mais il ne faut pas se cantonner dans cette attitude comme si elle était pour tous les temps à venir la seule souhaitable, la seule possible. Il faut songer à préparer d'autres perspectives d'avenir...

C'est bien là le sentiment manifesté par Lord Halifax. Mais, dit-on, l'Allemagne repousse un tel langage. Elle ne veut rien devoir à la négociation, elle entend n'obtenir satisfaction que du triomphe de sa force. Nous en sommes bien d'accord. Alors elle veut la guerre ? Nous ne le croyons pas du tout. L'Allemagne ne se cantonne dans ce dédain superbe que parce que depuis la guerre, sauf la malencontreuse expérience de la Ruhr, elle a sans cesse expérimenté le peu de durée et de consistance de nos résistances. Elle n'arrive pas à imaginer que depuis le 15 mars tout est changé chez nous et chez nos amis. Ce n'est que par un faux calcul — et il n'est pas exclu, hélas! bien au contraire — que se déclenchera la guerre. Personne n'est prêt à susciter délibérément, pour des objectifs limités semblable catastrophe dont le moins qu'on en puisse dire est que l'issue en serait douteuse quant au sort des armes, mais certaine quant à la ruine générale.

Si le Front de la Paix montre à la fois qu'aucune agression ne le trouvera passif, mais qu'aucune offre recevable de collaboration ne le trouvera inaccessible, il n'est pas encore interdit de désespérer de la paix, un léger effort de réflexion ayant fait juger aux dictateurs la conversation désormais plus sûrement fructueuse que la violence.

Mais, dira-t-on encore, pourquoi les Soviets tardent-ils tant à rejoindre le Front de la Paix ? Nous ne ferons pas sur ce point de difficultés pour reconnaître que la Russie joue pour l'instant le jeu le plus terriblement dangereux pour la paix. Les explications en seraient trop longues. Une seule suffit à nous faire regretter les lenteurs et le byzantinisme du Kremlin : ce n'est que lorsque le barrage contre l'agression sera complet, solidement dressé et sans failles, que l'esprit de sagesse retrouvera quelque chance de se faire écouter à Berlin, à Rome, à Burgos, à Tokio et autres lieux plus ou moins soumis au seigneur de Berchtesgaden.

STURNUS.

Lire en page 5 :

Réponse de M. E. DALADIER aux députés démocrates populaires

Savoir ce que l'on veut

LES choses vont mal. La menace de guerre pèse toujours sur nous. Outre l'extrême désagrément que cette menace constitue par elle-même, elle entraine l'obligation d'un effort d'armements qui est ruineux pour notre économie. Notre standard de vie doit donc baisser. C'est inévitable. Alors que nous voulons la paix, et le progrès social, la nécessité nous conduit à de tout autres besognes.

De cet état de choses, qui est responsable ?

Le rechercher et doser la part de chacun, serait un long et très difficile travail. Il est aisé et rapide, au contraire, d'accabler un bouc émissaire.

Pour beaucoup aujourd'hui, ce sont les « partis politiques » qui tiennent ce rôle. Et l'on dénonce, à l'envi, leur impuissance, leur égoïsme, leur incapacité, leur vétusté, que sais-je encore ?

Faites attention ! Quand il n'y aura plus de partis, il y aura la dictature.

Que les partis méritent des reproches, nous n'en disconvenons pas. Mais, enfin, de quoi s'agit-il ?

De les supprimer ? Non. Ce serait le fascisme.

De les amender ? Bien. Mais alors, il faut jouer la règle du jeu. En fonder un nouveau, si aucun ne nous donne satisfaction; dans ce cas, dépêchez-vous, car la tâche est immense et pressante. Ou bien militer dans un parti. Certes.

L'action est moins aisée que la critique, mais elle est plus constructive. C'est ce qu'ont compris les démocrates populaires.

Louis BLANCKAERT.

La guerre des nerfs

L'INSENSIBILISATION ET SES DANGERS

C'est une vérité évidente qu'à l'heure où nous sommes la question, pour la France comme pour la Grande-Bretagne et pour leurs alliés, est de tenir bon et de ne pas s'user prématurément dans cette tension nerveuse qu'impose à l'Europe l'incertitude sur les proches desseins des dictateurs

Il importe de vivre normalement, de ménager ses forces, d'opposer le calme des résolutions prises une fois pour toutes aux émotions que l'évolution de la situation extérieure peut encore susciter.

Mais il ne faut pas laisser prescrire le passé, et il convient de ne pas méconnaître les dangers de l'accoutumance morale aux crimes ou à l'injustice. Or, la sensibilité s'émousse vite chez certains hommes ; le goût de la tranquillité fait le reste. On finit par être blasés, par n'éprouver plus un sentiment de révolte assez vif en face des parjures d'un Hitler ou d'un Mussolini. On oublie, peu à peu que, contre toute justice et contre toute humanité, le chancelier Schuschnigg est depuis quinze mois au secret ou que l'ancien bourgmestre de Vienne, avec des milliers de patriotes autrichiens, est encore soumis au régime du camp de concentration de Dachau. On oublie que la Bohême et la Moravie vivent sous le joug et dans la terreur. On oublie de quelle façon ignoble la persécution hitlérienne s'est exercée contre les juifs allemands ou autrichiens. On oublie que, d'après les déclarations officielles de Franco, la guerre espagnole a fait plus de huit cent mille victimes civiles et que ces victimes sont, pour plus des neuf-dixièmes, dans le camp de ceux sur lesquels s'est exercée la verve de l'aviation « légionnaire » allemande ou italienne.

Petit à petit, on passe l'éponge sur tout cela, ou du moins la faiblesse de notre imagination et de notre mémoire se refuse à évoquer de telles horreurs. La révolte de la conscience humaine s'apaise; nous ne pouvons nous faire à une telle persistance, à une telle continuité dans le mal. On en prend presque son parti.

On est prêt à envisager des discussions avec Berlin ou Rome comme si leurs gouvernements ne traînaient pas derrière eux de tels crimes et de telles iniquités.

On transforme un désir très noble de pacification en une sorte d'absolution donnée à des forfaits qui soulèvent le cœur. On ne veut pas mourir pour Dantzig, on met la paix au-dessus de tout, on se réclame au besoin frauduleusement de Briand, — mais les grands idéalistes qui parlent ainsi ne se demandent pas quelle est cette paix dont ils se font les défenseurs. Or, ce n'est qu'une diabolique caricature de la paix véritable, ce n'est que l'enregistrement d'un désordre essentiel.

Cette insensibilisation progressive qui nous guette nous ôterait la conscience des dangers qui subsistent et du mal dont nous souffrons encore.

Or, il n'est pas douteux qu'il y a des hommes qui, sous le prétexte de gagner la guerre des nerfs, tendent plus ou moins fallacieusement à insensibiliser la France. Ce n'est plus l'heure du narcotique dont notre pays s'est réveillé le quinze mars dans des nausées classique du chloroforme. La France sait désormais ce que vaut un tel anesthésique. Mais il reste la suggestion et la tentation de la morphine que le patient accueille volontiers parce qu'elle provoque une période de rémission de ses souffrances, mais dont il faut bientôt augmenter la dose, et qui devient elle-même un poison impérieux.

Garder son sang-froid est assurément, dans les heures présentes où rien n'est résolu et où cet état d'attente peut se prolonger longtemps, un devoir strict pour tous les bons citoyens. Mais il ne faut pas confondre le sang-froid avec l'insensibilité artificielle et l'euphorie provisoire que procurent les drogues. C'est pourquoi il convient de se méfier des toxicomanes d'un pacifisme suspect. Le sang-froid ou la tranquillité dûs à la morphine se changent bien vite en panique et en lâcheté dès que l'organisme en est privé. C'est peut-être ce qu'escomptent certains politiques doués de moins de fierté nationale que d'ambition personnelle. C'est en tout cas ce qu'escompte formellement Hitler dont il ne faut jamais oublier les dernières pages de Mein Kampf où il a cyniquement dévoilé ce qu'on pourrait appeler la méthode de l'assassinat à petit feu : sérier les attentats de telle manière que chaque nouvelle exaction apparaisse isolée et que celui qui en est l'objet s'y soumette d'autant plus facilement qu'il a déjà accepté les précédentes.

Or, nous entrons dans une période où le Fuhrer peut être tenté de recourir une fois encore à la méthode qui lui si bien réussi jusqu'ici. Cette période va coïncider avec la clôture de la session parlementaire. C'est ce qu'envisagent peut-être sans déplaisir ceux qui dénoncent pour la forme les atteintes que le régime des décrets-lois porte au fonctionnement des institutions démocratiques, mais qui ne protesteront certainement pas contre le décret de clôture. Nul n'a le droit de mettre en doute la loyauté avec laquelle M. Daladier a opéré voici trois mois, en politique extérieure, le redressement que l'on sait. La présence du Parlement, bien loin de le gêner, a été pour lui, à ce tournant difficile, un élément de force et de confiance. Personne n'a osé, en effet, à ce moment, se livrer à ces excès de politique partisane ou personnelle que nous avons connus, en septembre 1938, en l'absence des Chambres. Il ne faudrait pas qu'à la faveur des vacances parlementaires recommencent des manœuvres préjudiciables à l'intérêt national.

Il faut donc veiller et rappeler aux Français que le calme dont ils donnent aujourd'hui l'exemple magnifique ne doit pas dégénérer en torpeur et en oubli. Il ne s'agit certes pas d'entretenir une haine chauvine contre des hommes ou contre des peuples. Il s'agit de ne pas absoudre des crimes, de ne pas en prendre son parti, de ne pas se laisser glisser dans une insensibilité physique et surtout morale, génératrice de toutes les déchéances, de ne pas confondre l'amour de la paix avec la lâcheté d'un égoïsme à courte vue, en un mot de rester forts moralement comme matériellement.

A. BASTIANELLI.

LA GRANDE IMPOSTURE

La participation allemande et italienne à la guerre civile d'Espagne

D'abord, les faits.

On connait l'attitude d'une partie de la presse française à l'égard du rôle joué par les forces italiennes ou allemandes en Espagne. On s'efforçait de minimiser leur participation parce qu'il était gênant d'en avouer l'importance. On affirmait gravement que quatre ou cinq mille volontaires allemands au maximum, vingt ou vingt-cinq mille Italiens d'autre part, avaient apporté leur concours à Franco. Sur l'action des flottes du Reich et de l'Italie, qui supportait plus difficilement la fiction de la non intervention, pas un mot.

Aujourd'hui, nous sommes fixés. Nous le sommes d'ailleurs grâce aux intéressés eux-mêmes, je veux dire grâce aux discours du Führer et du Duce, grâce à leur presse, grâce surtout à leurs revues spécialisées.

Sur l'intervention allemande, qu'on se reporte au Temps du 1er juin qui nous donne des extraits significatifs non seulement de l'Angriff ou de la Nachtausgabe, mais surtout de la revue Die Wehrmacht, organe officiel du Commandement suprême de l'armée allemande.

Auguste GUY.

[Suite en 2e page].

Dès maintenant, prévoyez et réservez ces dates : 17, 18, 19 NOVEMBRE

XVe CONGRÈS NATIONAL DU PARTI DÉMOCRATE POPULAIRE

Dates fixées au Congrès de St-Etienne, le 19 Novembre 1938

Un nouveau livre de Daniel-Rops :

L'Epée de feu

UNE ŒUVRE CLASSIQUE

Convient-il d'appeler un roman le gros volume de M. Daniel-Rops ? Faut-il cette œuvre considérable plonge ses racines dans la réalité contemporaine; des cinq cents pages de cette chronique émouvante et dramatique aucune ne nous semble à retrancher; et la merveille de ce livre est d'avoir, sans surcharge, fait tenir en moins de vingt-quatre heures du théâtre classique l'essentiel d'une crise sentimentale et idéologique, celle que subit à l'état latent ou aigu, l'humanité de notre siècle.

UNE HISTOIRE ATTACHANTE

Le centre d'intérêt, le personnage principal, c'est Abel Deaucourt, fils d'un banquier de la rue Vaneau; la crise commence au matin où il s'est enfui de la maison paternelle; car il ne peut plus supporter l'atmosphère du monde sans âme qui l'entoure : mais le drame remonte plus haut : son frère, il y a quatre ans, a quitté la famille: il s'est fait ouvrier, il milite parmi les communistes; Sylvie, la sœur, mariée depuis peu à un industriel, homme d'affaires et de chiffres, mécanisme vivant, a cru l'aimer, mais elle est à la veille, pour combler le vide de son existence, des pires égarements; seul le souvenir de Rémy Pésaro, un jeune chrétien connu au sanatorium de Leysin, mort en offrant sa vie pour elle — comme l'apprend un carnet intime, — la retient sur le bord de la chute. Le père lui-même, Maximilien Deaucourt, n'est pas ce personnage majestueux, et masqué de froideur, qui pontifie dans un monde bancaire un peu caricatural; il est, lui aussi, un homme qui souffre et qui doute de la valeur de tout ce qu'il défend. Quelle solitude morale est la sienne! En vain remplit-il sa vie du souci des affaires, en vain cherche-t-il dans son trouble amour pour Madeleine Semard une diversion: Paulin Roybet, l'écrivain mystique et pauvre, qui fait songer à Léon Bloy, lui démontre qu'il fuit en avant devant l'Epée de l'Ange, cette épée de feu qui, selon la genèse, barre le chemin de l'arbre de vie.

POUSSÉS PAR LE NEANT DE VIVRE

Or c'est non seulement lui, Deaucourt, mais tous les personnages du drame, Abel, Jean-Louis et Nadja, la russe, sa compagne, Sylvie et Madeleine, et d'autres encore qui se meuvent à l'arrière-plan, jusqu'à cet étrange voyou un peu fou d'Albin Gréa, c'est tous qui fuient devant l'épée de feu, poussés par le vent noir de leur destin ; tous, ils voudraient échapper à leur condition lamentable parce qu'aucune signification, aucune valeur transcendante n'est en elle.

Ainsi M. Daniel-Rops est amené à nous brosser un large tableau de ce monde sans âme, et pourtant à la recherche dans les ténèbres; une générosité, un idéalisme qui s'ignorent, une soif de sacrifice poussent les personnages du drame; Pourquoi Jean-Louis est-il allé au Communisme ! Pourquoi Abel y viendrait-il à son tour! Ce dernier surtout a été frappé d'une scène d'émeute impuissante et de misère au passage Jeanne d'Arc, scène peinte en quelque sorte au vitriol et dont le souvenir a creusé en lui; mais plus que cette scène elle-même, le mot du petit chômeur l'a deversé: « Ça durera toujours la (…)erie, la misère ». Abel traduit (…) son geste, geste impuissant qui (…)outira qu'à un suicide manqué, la (…)lte contre un ordre qui n'est (…)parent, puisqu'il cache de telles (…)es, une telle inhumanité.

CAPITALISME OU COMMUNISME EXPRESSION D'UN MONDE INHUMAIN

Jean-Louis, après quatre ans de tentatives pour se faire illusion voit se poser à lui enfin la question angoissante : La Révolution apporte-t-elle la liberté? C'était déjà la question que se posaient les personnages de Plisnier dans Faux Passeports, avec un accent moins spiritualiste : A Drancy, dans une réunion de Comité, Jean-Louis déclare que la Révolution, selon la conception du bolchevik Smirnine est la négation de la personne humaine dont elle ne tient aucun compte. Alors, mensonge tout cela! Le but n'est-il pas la libération de l'homme ! Libération pour plus tard, essaie de se répondre Jean-Louis.

Et que juge donc M. Daniel-Rops? S'il ne conclut pas catégoriquement, la direction donnée à sa pensée est assez claire: Déjà les propos prêtés à Paulin Roybet et à l'infirme Bertrand Capart nous éclairent sur ce point. Deux mondes s'affrontent, également pourris, l'un d'être vieux, l'autre avant maturité, tous deux sans âme, tous deux donc inhumains. Aucune révolution n'y changera rien : c'est l'âme qui est malade, c'est l'âme qu'il faut guérir et sublimer, ou, simplement, retrouver. Le mal est en nous; il est dans les personnages de ce roman, comme dans les couches les plus étendues de la société contemporaine.

NECESSITE D'UNE MYSTIQUE

Ceux qui se sont vantés — les bourgeois radicaux et anticléricaux — d'éteindre des étoiles qu'on ne rallumera pas, ont fait un beau travail de désagrégation morale et sociale ! De là ces âmes obscures et vides que M. Daniel-Rops a étudiées passionnément. Ajoutons seulement une remarque : S'il est des communistes par générosité et par amour, parce qu'à défaut d'une mystique vraie il leur en faut une quelconque de remplacement, il en est, hélas! par haine ou par sottise, par appétit! M. Daniel-Rops le sait bien, lui qui, dans son livre: Ce qui meurt et ce qui naît a esquissé la distinction nécessaire.

Quant au problème de la misère et du chômage, que M. Daniel-Rops a déjà traité dans : la Misère et nous, je me demande s'il est une tare spécifique du régime capitaliste; qu'on rende au monde son âme, qu'on restaure la vertu de charité, mais surtout que les institutions interviennent efficacement, au besoin par des camps de travail, et l'histoire du petit chômeur et du prétendu agent immobilier de la rue de Penthièvre, celle encore de l'apache novice du Bois, ne seront plus possibles.

M. Daniel-Rops dira peut-être que mon opinion résulte du compartimentage actuel de la société; ainsi nous ne serions pas sensibles à la misère de milieux où nous ne pénétrons pas; je le crois: mais — ce livre le démontre assez — la pire misère est encore celle des âmes plus fermées par l'ignorance et plus impénétrables que les castes et les préjugés sociaux.

J.-L. PREVOST.

Plon, éditeur. 30 frs.

Si ce journal vous plaît, abonnez-vous dès aujourd'hui Demain vous l'oublieriez

LA GRANDE IMPOSTURE

La participation allemande et italienne à la guerre civile d'Espagne

(Suite de la 1re page)

On y apprend que, dès la fin de juillet 1936, camouflée sous le nom de « Tournée de voyage Union », une troupe de 85 aviateurs allemands se rendait en Espagne à bord du transport Usaramo. En arrivant au Ferrol, les navires de guerre de Franco simulèrent une « saisie » du paquebot qui portait aussi dans ses cales des appareils Junkers et autres. Ce sont ces avions, nous apprend dans la Wehrmacht le général Sperrle, « qui, en peu de jours, transportèrent à Jerez 15.000 hommes de la légion étrangère et de Marocains, avec leurs armements ».

Je passe sur l'énumération des nombreuses formations d'aviation, d'artillerie antiaérienne, de détachements blindés, d'unités de transport, de formations de T.S.F., de téléphonistes, etc... dont le service fut assuré par 6.500 volontaires débarqués à Cadix en novembre 1936, époque à laquelle le général Sperrle, à l'article duquel nous empruntons ces renseignements, et qui commandait jusque là le cinquième district aérien du Reich, prit le commandement du corps d'aviateurs allemands en Espagne.

Je passe aussi sur la participation de la flotte allemande à la guerre d'Espagne, telle qu'elle est dévoilée dans le même article. Mais puisqu'en définitive le nombre des volontaires est un élément simple et probant de l'effort du Reich, demandons-nous ce qu'a pu être ce chiffre.

Quand on a appris que 4.500 hommes environ s'étaient embarqués pour l'Allemagne, il y a une quinzaine de jours, les journaux français auxquels je faisais allusion en commençant, ont souligné que c'était le chiffre auquel on pouvait estimer la participation réelle des « techniciens » allemands. Nous avons vu déjà que ces techniciens avaient été en partie des combattants. Mais le défilé de la Légion « Condor » devant le Führer ne comptait pas moins de 18.000 hommes. Et une dépêche Havas, reproduite dans le Temps du 1er juin, s'exprimait ainsi : « ...on sait que les effectifs allemands en Espagne ont été relevés assez fréquemment, ne dépassant sans doute jamais le nombre de dix à douze mille combattants ou techniciens, mais que les relèves constantes ont permis à l'armée allemande d'entraîner à la guerre un nombre huit à dix fois supérieur de militaires. C'est ainsi que les trois régiments de S.S. qui constituent la garde personnelle du Führer ont tous été engagés en Espagne pour des périodes de trois à six mois. »

Quant à l'importance de l'intervention italienne, systématiquement sous-estimée par certains journaux, un article de la revue militaire Forze Armate nous apprend que dans une période de quatre mois, allant de la fin de 1936 au début de 1937, 100.000 hommes, 4.370 camions, 40.000 tonnes de matériel et 750 canons furent transportés en Espagne.

Ces opérations demandèrent l'emploi de 52 paquebots et de 20 navires de guerre.

L'article met en relief l'action décisive exercée par les sous-marins « légionnaires » en Méditerranée, en vue de paralyser le trafic des « rouges ». En dépit des difficultés nombreuses de leur mission, les « légionnaires » parvinrent à couler plusieurs bateaux marchands et à mettre hors de combat le croiseur Cerventès et le contre-torpilleur Cherruca.

En plus des submersibles, des unités légères de la marine italienne ont pris part aux opérations sur la côte espagnole.

Ainsi, non seulement il est reconnu que 100.000 Italiens ont été mis au service de Franco dès 1936, mais la participation active de la flotte de guerre italienne aux opérations de la guerre navale espagnole est cyniquement affichée. La fiction de sous-marins « volontaires » est difficilement soutenable. S'il y a quelque chose de « volontaire » dans toute cette affaire c'est l'intervention des gouvernements italien et allemand.

A quoi bon revenir sur des faits qui sont de notoriété publique et qui appartiennent au passé, diront certains, qui s'efforçaient précisément de priver ces faits de toute notoriété quand ils étaient actuels ?

Eh bien, d'abord, pour la satisfaction de rétablir une vérité outrageusement violée par les Etats totalitaires qui participaient au Comité de non-intervention, et aussi par tous ceux qui se faisaient les officieux de ce mensonge répugnant. Il y a des animaux à qui il faut mettre le nez dans leur ordure si on veut qu'ils ne recommencent pas. Certains hommes ne sont pas justifiables d'un autre dressage. Il serait trop commode, vraiment, après avoir indéfiniment menti, de s'en tirer en escomptant l'admirable faculté d'oubli des braves gens.

Et puis il y a des faits qui ne doivent pas être perdus de vue quand on envisage l'avenir des relations diplomatiques avec certains pays, ou plus exactement avec leurs gouvernants. Dans la mesure même où l'on souhaite passionnément qu'à la course aux armements et à la guerre blanche succède enfin un avenir de relations pacifiques basées sur la justice, il convient plus que jamais de ne pas confondre ce souhait avec on ne sait quelle lâche aspiration à la béatitude digestive des gens qui veulent que rien ne vienne troubler leur tranquillité.

Il ne s'agit pas seulement de trouver des solutions qui ménagent « l'espace vital », les besoins vitaux ou les susceptibilités nationales des uns ou des autres, — à condition d'ailleurs que la satisfaction des uns ne soit pas acquise au détriment des autres. Des solutions sont parfaitement possibles. Mais on entend bien que leur application devra être entourée de garanties qui ne soient pas seulement un nouveau chapitre de nos illusions et de nos désillusions.

Comment traiter, à quelles conditions, avec des hommes qui, — les faits rappelés plus haut le prouvent assez — sont littéralement des imposteurs ? Comment s'assurer que tout accord éventuel conclu avec eux, le soit avec un minimum de loyauté ?

Tant qu'on n'aura pas répondu à cette question, tant qu'on n'aura pas trouvé un criterium permettant d'affirmer, avec preuves à l'appui — restauration de l'indépendance tchèque ou albanaise, par exemple, — que l'imposture n'est plus le procédé à la fois habituel et exclusif de la politique étrangère de Rome et de Berlin, il conviendra de ne pas écouter ceux qui dénonçaient les « illusions » génevoises, mais qui se sont révélés depuis lors comme de bien plus tristes endormeurs.

Auguste GUY.

Quand UN AMI RENCONTRE UN AUTRE AMI C'EST... un PERNOD Pernod fils QUI EST PRIS

Le château de la MAYE, à Versailles où, après le Duc et la Duchesse de WINDSOR, vont résider le ROI et la REINE d'ALBANIE

Quatre jeunes filles dans un parc...

— Ah ! de mon temps, ce n'est pas à cela que rêvaient les jeunes filles !

Mme Fresneuse, une bonne grand'mère aux cheveux d'argent fait cette réflexion sur un ton mi-grondeur, mi plaisant.

Elle vient de trouver ses petites filles Luce, Annette, Gaby et Monique, allongées sur l'herbe et discutant avec animation sur la qualité, le charme, l'arôme, l'élégance... de leurs cigarettes préférées.

Leur discussion, du reste, continue tandis que « Bonne Maman » s'installe dans un fauteuil d'osier.

Elle n'est pas purement théorique, cette discussion, chacune des jeunes filles a sa cigarette et cherche dans la fumée de nouveaux arguments à faire valoir à ses cousines.

— Pour moi, dit Luce, rien ne vaut les Myrtil, ce sont les plus douces, les plus aromatiques et la vue seule de l'élégante boîte blanche où elles sont si joliment rangées suffit à me mettre la joie au cœur.

— Je ne conteste pas la valeur des Myrtil, déclare Annette mais, tu le sais, ma bourse n'est pas aussi bien garnie que la tienne. Tu es fille unique, tandis que j'ai trois grands frères. Alors, je me contente des Salambô. Je raffole de leur subtile senteur et leur forme ovale me plaît particulièrement.

Et puis, elles ont un si joli nom...

— Et mes Sultanes, interrompt l'impétueuse Gaby. Est-ce que leur nom n'évoque pas tout l'Orient, ses mystères, son attrait ? Elles sont douces et leur bout doré fait vraiment chic.

Monique secoua négligemment du bout du petit doigt la cendre de sa cigarette.

— Parlez-moi plutôt des Gitanes Vizir. Elles aussi sont ovales, elles aussi ont un joli nom et une jolie boîte. Mais, à mon point de vue, leur tabac si blond, si fin, si délicat, est incomparable. N'est-ce pas, Bonne Maman ?

Ainsi interpellée, Mme Fresneuse tente de se récuser. Mais, malicieuses, les jeunes filles insistent.

— Eh bien, mes chères petites, puisque vous voulez absolument avoir mon avis, je vais vous le donner : Vous avez raison toutes les quatre.

— Comment cela ?

— Mais parce que, toutes les quatre, vous fumez des cigarettes de la Régie Française des Tabacs et, toute profane que je suis, je n'ignore pas que ce sont les meilleures du monde.

Comme toujours, c'est Bonne Maman qui a raison.

De 1938 à 1939

M. Elie-J. Bois dont la signature n'apparaît que dans les grandes circonstances a publié, le mardi 13 juin, dans « Le Petit Parisien » un article considérable dont le titre indiquait vigoureusement la portée: « Pas de négociation sans garantie de loyauté! »

Dans cet article, nous trouvons d'éclatantes justifications de ce qui fut toujours notre attitude. Faisant un parallèle entre les événements d'hier et ceux d'aujourd'hui, M. Elie-J. Bois écrit notamment ceci où le simple exposé des faits apparaît comme une sévère condamnation des attitudes que nous avons combattues :

« A douze mois d'intervalle, nous voici donc ramenés à une situation identique à celle de l'année dernière. En mai 1938, la Grande-Bretagne et la France avaient, à la veille d'un acte de force contre la Tchéco-Slovaquie, fait hésiter Hitler.

En mai 1939, Hitler a reculé devant un acte de force contre la Pologne. Mais en 1938, les fautes des uns, les erreurs des autres, les défaillances de certains — passons ! — rendirent la revanche voulue par Hitler d'autant plus inévitable que de bonne foi on pouvait croire qu'elle mettrait fin à une ère d'agressions et ouvrirait une ère de collaboration — d'où la déclaration franco-allemande de Paris.

M. Chamberlain a prononcé il n'y a pas très longtemps un terrible réquisitoire contre le maître du Reich en énonçant cette simple constatation que celui-ci avait trahi sa parole. En 1939, donc, les gouvernements et les opinions publiques sont fixés et, s'il est par hasard des hommes qui ne le sont pas, c'est qu'ils ne veulent pas l'être. En Angleterre où, il y a un an, j'avais trouvé parfois des hésitations, des réticences, des objections, il n'y a pour ainsi dire qu'une seule opinion : celle de la résistance inébranlable à toute nouvelle tentative de violence de la part de l'Allemagne.

Comparez la matière d'un livre à 25 francs avec celle du "PETIT DÉMOCRATE" pendant un an.

Toujours saine en sa gaine et très riche en précieuses vitamines telle est LA BANANE FRANÇAISE BIEN MÛRE

La JUVAQUATRE RENAULT 4 PLACES est livrée en 3 carrosseries La CONDUITE INTÉRIEURE 4 PORTES Le DÉCAPOTABLE "TOUS TEMPS" La CONDUITE INTÉRIEURE 2 PORTES à partir de 19.900 Frs 7 LITRES AUX 100 ASSURANCE : 6 CV 100 KMS A L'HEURE

DANS LE JARDIN DES AUTRES

EN ZIG ZAG

Prorogation

On en parle toujours. Nous avons déjà dit à nos lecteurs combien la démagogie faussait les données du problème. Pour la plupart des journalistes et des parlementaires, il s'agit non pas de se demander où est l'intérêt de la France, mais d'adopter l'attitude qui facilitera le mieux telle entreprise électorale, ou telle campagne contre un adversaire. Paul Simon vient de consacrer à cette question, dans l'Ouest-Eclair, un admirable article où le problème est posé, puis résolu, en termes excellents. Et d'abord le problème:

« Si nous vivions en des temps normaux, la question ne pourrait pas et ne devrait pas se poser. Les Assemblées parlementaires ont des pouvoirs d'une durée limitée. Elles sont élues pour une période déterminée, à l'issue de laquelle il leur faut rendre compte de leur mandat. Il ne leur appartient pas de reculer cette échéance. Et si la Chambre ne peut pas prolonger elle-même son existence, elle ne peut pas davantage donner à un gouvernement le pouvoir de le faire à sa place. Ainsi, sur le plan juridique, l'idée de la prorogation est proprement insoutenable.

» Par ailleurs, l'intérêt d'une politique, quelle qu'elle soit, ne saurait justifier une mesure de cet ordre. Sur ce plan, il y aurait au surplus quelque paradoxe à présenter comme utile le maintien en exercice de cette Chambre du Front Populaire dont la politique a si lamentablement échoué.

» Mais peut-on prétendre sérieusement que nous vivons en des temps normaux ! »

Toute la question est là, en effet. Et, après avoir rappelé la gravité de la situation internationale, Paul Simon conclut:

« En réalité, le problème de la prorogation se passe actuellement de telle manière que seul le gouvernement, avec les éléments qu'il possède, peut le résoudre au mieux des intérêts de la nation. On n'a pas le droit d'y mêler des considérations de politique intérieure. Il ne s'agit pas de savoir si les députés resteront en place quelques mois de plus. Il s'agit de savoir si le pays peut, sans compromettre une paix déjà précaire, s'offrir le luxe d'une bataille de partis.

» M. le Président du Conseil a clairement laissé entendre que, pour arrêter sa décision, il ne considérait rien d'autre que l'intérêt national. Tel est en effet le plan exact sur lequel doit être placée la question. Et ceux qui la placeraient sur un autre plan ne feraient que desservir le pays. »

Tactique hitlérienne

Les incidents de Dantzig retiennent l'attention, ainsi que ceux qui se déroulent en Bohême. Hitler médite certainement quelque mauvais coup. Son calme est inquiétant. Mais pourquoi, dira-t-on peut-être, ne pas admettre qu'il soit satisfait ? Pourquoi ? Ernest Pezet l'a démontré magistralement dimanche dernier, au Conseil National du Parti Démocrate Populaire: parce que le régime même de dictature politique et économique mène nécessairement à la guerre... à moins que les territoires dont les richesses sont convoitées ne soient abandonnés gratuitement. La chaudière, sans soupape, doit exploser. Nous ne pouvons rien attendre de bon de l'Allemagne hitlérienne, écrit à l'Epoque, M. Henri de Kérillis:

« Et comme, si grands que soient le mépris et la haine qu'elle porte aux Slaves, ce mépris et cette haine ne sont rien à côté de ceux qu'elle porte aux Français, nous savons par avance ce que serait notre sort si nous étions, ne fût-ce qu'un seul jour, subir son joug impitoyable. On voudrait au moins que les larmes et que le sang innocent qui coulent en Bohême servent à quelque chose ! Ouvrez les yeux, inconscients, étourdis ou victimes d'une propagande savante qui vous entretient dans l'illusion et dans le mensonge, ouvrez les yeux ! Voyez ce qu'il est advenu d'un peuple qui, l'an passé encore, à la même époque, accueillait, l'âme heureuse, le soleil d'été et connaissait le bonheur de vivre fier et libre ! Voyez ce qu'ont fait de lui ceux qui l'ont livré à cette agonie sans honneur et sans gloire, sous prétexte de lui éviter les souffrances mille fois moins cruelles de la guerre ! »

Comme toujours, les agents de la propagande hitlérienne sauront provoquer des incidents, afin de fournir un prétexte à leur intervention armée. Le Temps dénonce ces manœuvres:

« On reconnaît de là la tactique allemande qui consiste à essayer de rejeter sur les autres les responsabilités d'une situation qu'ils n'ont pas créée et qui est le fait des seuls agitateurs pro-allemands. Les nazis de la Ville libre, totalement inféodés au national-socialisme allemand, n'agissent que sur les suggestions et les encouragements de Berlin. La campagne relative à Dantzig n'est que la répétition de celle que l'on vit se développer en Europe centrale et qui a abouti d'abord à l'annexion du pays des Sudètes et ensuite à la mise sous « protectorat » de la Bohême et de la Moravie. Il s'agit de faire croire que l'attitude des Polonais rend la situation intenable pour les Allemands de Dantzig et de précipiter ainsi une solution radicale parce que, conformément à la doctrine fondamentale du racisme, le Reich a le devoir de protéger tous les Allemands vivant en dehors de ses frontières. Ces campagnes allemandes dont on a pu constater les effets en Europe centrale, ne peuvent plus tromper l'opinion universelle. On en a trop abusé pour qu'elles puissent encore produire les effets escomptés, et, par les fautes mêmes commises par le gouvernement de Berlin, tous les arguments invoqués en faveur des causes de la Grande-Allemagne se retournent contre la politique d'expansion du IIIe Reich telle qu'on la voit pratiquer par le régime national-socialiste. Le gouvernement hitlérien a des doctrines de rechange, on le sait, qu'il proclame ou délaisse suivant les cas ; mais à force de vouloir les assouplir aux circonstances il en a hâté l'usure et leur a fait perdre toute valeur pour l'opinion internationale. »

La guerre n'en est pas pour autant inévitable. Les chefs des puissances totalitaires savent quels périls définitifs elle constituerait pour leurs personnes, pour leurs régimes, et pour leurs peuples. En les mettant au pied du mur, on peut les contraindre à céder. Georges Duhamel, l'illustre écrivain, dont le patriotisme et le pacifisme également clairvoyants ont inspiré tant d'articles sur la crise européenne, concluait ainsi, le 13 juin, d'excellentes réflexions publiées dans Paris-Soir:

« Si je me permets de faire ici une déclaration personnelle, c'est que le vrai pacifisme doit changer de nature et de démarche avec les événements. Je suis non seulement pacifique par philosophie, par expérience et par goût, mais je le suis encore pour maintes raisons personnelles. J'ai des fils en âge de porter les armes. J'ai, dans ma maison, une vieille mère intransportable. J'habite ordinairement une grande ville exposée. Je suis vulnérable de partout. La guerre, quoi qu'il arrive, serait non seulement un échec pour la pensée de toute ma vie, elle serait non seulement la négation de mon œuvre, mais elle m'atteindrait sûrement dans tout ce que j'aime au monde. Et c'est bien pourquoi je dis: « Que les pacifiques résistent, qu'ils s'arment pour résister. Tout le reste, à l'heure actuelle, n'est que sophismes, sottises, fausses manœuvres, erreurs tragiques. »

Une conférence internationale ?

Chaque fois que cette formule est lancée elle produit de violents remous : les uns fulminent, dénonçant la duperie, voire même la complicité, les autres applaudissent, y découvrant la seule solution possible. En réalité, le plus souvent, on ajoute un correctif à la première réaction: à leur « Non », les premiers ajoutent: à moins que l'Allemagne ne change. Quant à leur « oui », les deuxièmes le complètent: si toutefois, nous obtenons des garanties.

M. Piot, qui est d'avis de « causer », n'écrit-il pas dans l'Œuvre:

« Cela fait, nous vous répétons:

» — Causons !

Mais ici, les efforts des hommes de bonne volonté se heurtent à un double obstacle.

» Le premier vient de « l'Axe », qui veut la paix (du moins le proclame-t-il), mais qui affirme que toutes promesses venant des vieilles démocraties n'est que duperie, camouflée de grands mots.

» Le second vient du néo-patriotisme intransigeant des « pacifistes » d'avant-hier, qui considèrent et dénoncent toute tentative de conversation internationale, toute avance en ce sens, comme un signe de « faiblesse » ou de « relâchement ».

» — Alors, on ne « causera » à aucun prix, et on continuera à armer, à surarmer, superarmer de part et d'autre !

» — Oui !

» — Soit ! Mais le passage de l'économie de guerre renforcée à une économie d'échanges mondiaux devenant ainsi chaque jour plus difficile, et la « conversation » de plus en plus compliquée, il ne restera bientôt plus à l'horizon que la guerre.

» Et le grand doute qui pèse actuellement est celui-ci:

» Le « Front » qu'il s'agit d'organiser est-il destiné à permettre aux peuples ou à leurs gouvernements — prenons les choses comme elles sont — de parler, ou à les en empêcher ! »

Quant à M. Tardieu, qui ne veut pas de conversation, il précise, en ces termes, dans le Journal, sa pensée:

« M. Daladier propose de redistribuer les matières premières; a-t-il oublié qu'il s'est engagé, il y a trois mois, à ne pas céder une parcelle de nos territoires ?

» M. Chamberlain se déclare prêt à causer, « même si cela devait entraîner certains changements de la situation actuelle. » De quoi s'agit-il ? De l'Angleterre ou de la France ?

» Un ministre suisse disait l'autre jour :

» — L'Europe est en pleine crise de défiance.

» A ce Suisse, qui avait raison, est-ce que les politesses, lancées dans le vide par nos ministres, vont répondre par des cris de confiance ?

» En échange des menaces et des injures italo-allemandes, il me paraît que la France n'a rien à offrir.

» Politique de la main tendue ? Non ! Aussi longtemps qu'on verra, en face de nos mains, des poings.

» Politique de concessions ? Non ! Aussi longtemps que, en face, il n'y aura que des violences.

» Relisez « Mein Kampf » et vous comprendrez. La crise, puisque crise il y a, n'est pas finie. L'heure est à la force et au sang-froid. »

On le voit, par le fait des « réserves », l'opinion de M. Tardieu rejoint, en réalité, celle de M. Jean Piot. Cette constatation doit leur déplaire: il en est cependant ainsi. M. Tardieu déforme, d'ailleurs, les déclarations de MM. Daladier et Chamberlain, qui sont l'occasion de son article. Les deux « Premiers » n'ont envisagé une collaboration économique que dans l'hypothèse où il y aurait eu d'abord un renouvellement total de l'atmosphère politique. Cette hypothèse est peut-être chimérique. Les hommes d'Etat ont cependant l'impérieux devoir de l'envisager, et de tout mettre en œuvre pour la rendre réalisable. Tel est le devoir de ceux qui sont responsables des peuples qu'ils gouvernent. Quant aux gouvernés, ils doivent garder leur sang-froid, sans doute, mais aussi leur courage et leur sens de l'honneur..

L'affaiblissement de ces sentiments dans un passé récent a coûté trop de sacrifices et donné trop de chances aux violents pour qu'on ne réagisse pas avec vigueur contre toutes les insinuations du défaitisme. Toujours vigilant, M. Henri de Kérillis jette l'alarme (l'Epoque):

« Mais quel accord ? Celui qui livrera à l'Allemagne et à l'Italie tout ou partie de l'« espace vital » qu'elles réclament ? Diable de diable ! Imaginons que l'honorable M. Joseph Barthélemy rencontre un bandit à un coin de trottoir. Lui parlerait-il ainsi: « Nous allons nous battre. Mieux vaut s'entendre avant qu'après... Tu me réclames mon portefeuille... Le voici » ? Je lui pose la question, lui tiendrait-il ce langage ? Et ne sait-il pas, par hasard, qu'ayant livré son portefeuille, il lui faudrait ensuite donner jusqu'à sa chemise ? Et même, a-t-il la garantie qu'ayant tout abandonné au bandit et demeuré nu dans la rue celui-ci ne s'offrirait pas le luxe de lui administrer une belle tournée pour le seul plaisir de le faire ?

» Décidément, il nous faut mettre en garde l'illustre professeur, lumière de notre droit international, contre la faiblesse incroyable de ses thèses quand il sort des domaines éthérés et théoriques de sa spécialité pour se mêler de politique pratique. Il nous faut mettre en garde aussi le pays contre la campagne discrète qui recommence sur les thèmes d'avant Munich pour jeter le trouble dans l'opinion fausser les données diplomatiques, développer l'esprit capitulard. Le « mourir pour Dantzig », le jubilé Flandin, l'article Barthélemy, sont les signes annonciateurs d'une nouvelle poussée défaitiste ou pro-hitlérienne qui ne saurait tromper personne... Alerte! Alerte! »

Incohérences socialistes

Sous ce titre, M. Etienne Borne a publié dans l'aube un remarquable article provoqué par les manifestations d'anticléricalisme qui ont occupé une partie du Congrès socialiste de Nantes. Il était d'autant plus qualifié pour l'écrire qu'il venait d'avoir sur ce sujet, avec un collaborateur du « Populaire », une assez longue polémique. A propos de la neutralité de l'école publique, et de l'étrange conception que certains s'en font, M. Etienne Borne écrit:

« L'école publique française, avais-je affirmé, doit être, suivant la doctrine même de la neutralité, ouverte sur ses bancs comme dans ses chaires aux membres de toutes les familles spirituelles de France. On m'a répondu: sur ses bancs, oui; dans ses chaires, non. Je le demande à M. Léon Blum, qui couvre de son autorité de telles monstruosités, un Etat qui choisirait les enseignants suivant d'autres critères que celui de leur compétence professionnelle se distinguerait-il d'un Etat totalitaire ? Si le socialisme n'est plus démocratique, que lui reste-t-il de sa doctrine ? »

Ce n'est pas seulement le problème de l'école publique qui est posé par l'anticléricalisme, c'est tout le problème de la liberté et des libertés. Tout l'article de M. Borne serait à citer. En voici du moins l'irréfutable conclusion:

« Le devoir de l'heure présente n'est-il pas de purifier les doctrines politiques de toute pente au fanatisme, à l'intolérance ? De notre côté, nous avons fait le possible et l'impossible pour désolidariser le patriotisme d'avec l'esprit de classe et l'égoïsme conservateur. Nos idées sont capables de rallier et d'unir. Le socialisme français va-t-il, lui, fausser et alourdir de passions aveugles une magnifique tradition ouvrière à laquelle le marxisme n'a pas enlevé toute sa générosité ? Il deviendrait alors un clan dans la nation, sans espérance et sans avenir.

» L'histoire la plus récente vient de montrer que là où les forces démocratiques se sont méconnues et se sont combattues, la démocratie a été écrasée. Les socialistes, comme ces conservateurs de la Restauration seraient-ils de ceux qui n'ont rien oublié, ni rien appris ? »

L'ÉLAGUEUR

Le Petit Démocrate
LIMOGES 1905 - St-DENIS 1912
Abonts: Un An: 25 frs - Etranger 30 frs
1, rue Palatine - PARIS 6e
Téléphone : DANTON 07.50
CHEQUES POSTAUX PARIS 471-89
R. C. SEINE 51.204
PUBLICITE
37, Rue de LILLE - PARIS 7e
Le Numéro : 50 centimes

LE CONSEIL NATIONAL DU 11 JUIN

Séance de la matinée

Alphonse JUGE, en un rapport alerte et substantiel, expose la nécessité, la vitalité et les tâches immédiates du Parti

En déclarant, à 10 heures, le Conseil National ouvert, Paul Simon présente à l'assemblée les excuses de A. CHAMPETIER DE RIBES, ministre des Anciens Combattants, président du Parti, retenu à Mulhouse par ses obligations ministérielles. Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués venus de toutes les fédérations, Paul Simon donne la parole à Alphonse Juge qui présente le rapport que voici :

Présidence de Paul SIMON

Député du Finistère

Mes chers Camarades,

En se séparant au soir du dimanche 26 mars à l'issue de notre précédente réunion, les membres du Conseil national éprouvaient, devant la succession des coups de force impunément accomplis par Hitler (le dernier ne remontait guère à plus d'une dizaine de jours...), une indignation dont plusieurs délégués avaient eu à cette tribune l'occasion de se faire les émouvants interprètes. Indignation : angoisse et inquiétude aussi... La série des « faits accomplis » allait-elle se poursuivre avec un cynisme dont les effets de surprise continueraient à laisser les démocraties hésitantes et désemparées ? Les menaces de guerre ne risquaient-elles pas de se précipiter au cours des semaines à venir, favorisées par une passivité dont les gouvernements de Londres et de Paris s'efforçaient enfin de sortir ?

Nos appréhensions — une fois de plus depuis le mois de septembre dernier — n'étaient pas hélas sans fondement : le rapt dont l'Albanie fut victime le vendredi-saint 7 avril, venait mettre le comble à la sacrilège audace des dictateurs. Depuis cette date et en face des exigences sans cesse renouvelées des Etats totalitaires, toutes les énergies du Parti ont été appelées à se tendre de plus en plus vers l'unique objectif de la défense nationale. Le gouvernement use de pouvoirs quasi-discrétionnaires, le parlement ne joue plus qu'un rôle effacé et aux yeux d'une opinion publique qui, bon gré mal gré, éprouve plus ou moins confusément la nécessité de l'union, l'action des partis est apparue comme de très secondaire importance, voire même et non pas toujours sans raison comme une entrave à l'indispensable trêve que commandent les événements. Cette union, nous l'avons trop ardemment souhaitée pour ne pas lui consentir les sacrifices ou accepter les difficultés qu'elle nous impose sur le terrain même où je me place ici de notre propagande générale. C'est un fait en tout cas que de cette propagande, les circonstances présentes gênent plus qu'elles ne favorisent le développement et la question se pose pour nous d'examiner brièvement ce que nous avons pu faire au cours des trois derniers mois et ce que nous pourrons entreprendre dans ceux qui suivront, pour assurer à notre mouvement sa continuité et sa progression.

Les mouvements d'idées qui se placent au-dessus des Partis, nous les comprenons...

Reconnaissons-le : Il est normal et il est souhaitable qu'à l'heure où la nation est en péril, la tendance se généralise chez beaucoup à se placer au-dessus des partis pour s'associer à des campagnes d'idées groupant des hommes venus d'horizon politique très différents, mais disposés à fondre dans un même élan les ressources de leurs volontés et les réactions de leurs consciences. Nous plaignons même sincèrement ceux qui, demeurés rivés à leurs étroits parti-pris, ou à leurs ambitions, continuent à s'en inspirer plus que d'un légitime droit de critique pour prendre position, à l'égard non seulement des initiatives gouvernementales, mais aussi de problèmes qui, comme celui de la réforme électorale, doivent s'inspirer du souci exclusif d'assurer au pays et au régime leur salut.

...nous y collaborons...

Eh bien ! nous ne nous sentons nullement gênés quand à nous, d'être présents partout où s'unissent des hommes qui recherchent passionnément des solutions de justice, de dignité et de liberté, ne font pratiquement qu'affirmer des idées dont il n'est pas indifférent que l'on s'aperçoive et que l'on sache qu'elles nous sont depuis bien longtemps familières. (*Applaudissements.*)

Et que de manifestations importantes au cours de ces dernières semaines où tel ou tel des nôtres était appelé à jouer un rôle de tout premier plan en y apportant l'éclatant témoignage de notre esprit de collaboration. Sont-elles devenues assez nombreuses, mes chers camarades, les réunions et assez nombreux les grands meetings où la dignité de la personne humaine, la valeur des forces spirituelles et morales, le rappel de nos traditions chrétiennes, constituent le *leit-motiv* des plus pressants appels ? Ce sont nos idées qui s'affirment lorsque, devant 3.000 personnes, Ernest Pezet prend la parole au Palais de la Mutualité, pour définir les droits et les devoirs des étrangers qui sont venus chercher en France ce que j'ai entendu si justement et noblement appeler « l'espace vital des âmes ». C'est notre fidélité à la mission de la France et à son honneur, qui se traduisent dans des manifestations imposantes organisées à l'intention des représentants proscrits de peuples éprouvés comme le peuple basque et le peuple tchécoslovaque, manifestations où les noms de Raymond-Laurent, d'Ernest Pezet, de Champetier de Ribes et plus généralement même celui de notre Parti, font l'objet d'un respect unanime et de la plus sincère affection.

...nous les encourageons

Je n'en finirais pas de citer des exemples de notre contribution à l'œuvre de rapprochement des esprits qui, sous tant de formes, s'effectue et se poursuit en ces temps troublés. Contribution, est-ce assez dire ? est-ce que nous-mêmes ne prenons pas dans toute la mesure du possible l'initiative de promouvoir cette œuvre ou de la favoriser ? N'est-ce pas dans cette même salle qu'il y a un peu plus de 15 jours, et pour la quatrième fois depuis le début de l'hiver, nous avions convié avec succès — pour examiner cette fois l'important problème des relations franco-russes — des personnalités étrangères à notre Parti à venir rejoindre nos camarades pour s'informer avec eux, en toute impartialité, des véritables données d'un problème particulièrement grave.

Nous ne saurions donc nous étonner — bien au contraire — que les militants de notre Parti apportent un actif concours à toutes entreprises qui, sous quelque angle que ce soit, et sous la sauvegarde de notre totale indépendance et d'une entière fidélité à notre doctrine, rejoint par ses desseins et en dehors du plan strictement politique, les buts que, sur ce plan, nous avons depuis longtemps assignés à nos efforts. Qu'ainsi du reste puissent être atteints des milieux qui risqueraient de rester insensibles à notre propagande, nous ne le contestons nullement.

Mais on ne peut se passer de faire de la politique

Encore convient-il de se garder d'illusions et de certaines erreurs. C'en serait une de s'imaginer que des esprits qui, par bonheur, se seront ouverts à des idées qui nous sont chères, seront par là même définitivement orientés vers nous. On peut honnir la politique. C'est à la mode et cette aversion ne s'explique que trop, mais on ne pourra se dispenser d'en faire : c'est d'elle que dépendra le sort qui sera réservé aux inspirations ou aspirations dont se réclament ceux qui, parfois, sont les premiers à prétendre pouvoir s'en passer. Il est bien peu probable que de braves gens, fussent-ils d'assez proches voisins, viennent en nombre à un parti où tout, cependant, devrait les attirer et les retenir — la clairvoyance de ses vues, la fermeté de ses principes, la probité de ses hommes — si ce parti ne donne pas des signes manifestes de sa vitalité, de son allant, de sa cohésion; si ce parti n'a pas la légitime audace de proclamer qu'il est un peu facile et abusif d'affirmer que toutes les formations politiques ont fait faillite, alors que la nôtre a formulé depuis des années des solutions qui demeurent, aujourd'hui comme hier, parfaitement valables et, — hélas ! — pour la majorité de nos concitoyens, entièrement neuves.

Donc, Parti d'abord !

C'est à ces solutions qu'il faudra bien, mes chers camarades, se référer lorsque risqueront de rebondir avec une âpreté peut-être d'autant plus grande que les sacrifices consentis par le pays auront été plus lourds, des luttes que nous devons prévoir et auxquelles nous devons nous préparer. Luttes *sur le plan politique* du bon sens contre la passion, de la générosité contre l'égoïsme, de la discipline librement consentie contre les tentatives d'agitation et de désordre. Prendre une position d'expectative et d'attente pour l'engager ou la continuer, serait souscrire d'avance à un renoncement que 15 années d'efforts patients nous interdisent. Je ne pense pas, en vérité, qu'un seul militant du Parti puisse manquer d'éprouver que s'il a raison de soutenir des groupements qui, au-dessus et en dehors de l'action politique, poursuivent une œuvre féconde de rapprochement et de collaboration, ce ne peut être qu'à la condition de redoubler ceux qu'il doit consacrer à notre propre mouvement et de leur donner à tout le moins et en tous les cas la priorité. (*Applaudissements.*)

Initiatives des militants

J'ai rappelé ces quelques vérités élémentaires, parce qu'il me paraît indispensable de les avoir présentes à tout instant à l'esprit, si nous voulons efficacement travailler à assurer l'avenir de notre Parti.

Je m'empresse d'ajouter, d'ailleurs, qu'elles n'ont pas été perdues de vue par nos militants. En effet, malgré les difficultés auxquelles je faisais allusion au début, nos camarades, au cours de ces derniers mois, — et comme par le passé — ont tenu à organiser des réunions ou manifestations des plus utiles au rayonnement de nos idées. En dehors des conférences publiques ou privées qui ont eu lieu dans nombre de Fédérations, telles que notamment le Gers, l'Isère, la Côte-d'Or, la Loire et le Nord, les Congrès départementaux du Tarn, de la Seine-Inférieure, de la Banlieue parisienne, du Morbihan, des Bouches-du-Rhône, de la Loire et des Alpes-Maritimes, ont publiquement permis d'affirmer une vitalité qu'il est indispensable de rendre évidente aux yeux de ceux qui nous observent. Cette vitalité s'est traduite au-delà même de la France continentale, à l'occasion de la belle conférence donnée le samedi 6 mai à Alger par notre ami Raymond-Laurent.

Plus spécialement par le nombre élevé des amis et sympathisants qui y participèrent et le concours des personnalités du Parti qui y prirent la parole, le jubilé des 25 années de mandat parlementaire de notre ami Paul Simon (*Applaudissements*); la journée de propagande organisée par la Fédération de la Sarthe à Savigné-Lévêque, et le Congrès national des Jeunesses démocrates populaires qui s'est récemment tenu à Elbeuf, ont eu un retentissement dont il convient de se féliciter.

Il y a lieu de souligner que ce retentissement est facilité dans une intéressante mesure par l'utilisation de la presse et des services de la radio-diffusion auxquels des communiqués sont régulièrement adressés à l'occasion des principales manifestations du Parti. J'ai l'impression très nette que, jamais, n'ont été aussi fréquemment et régulièrement signalés dans les journaux les discours prononcés en de multiples circonstances par nos orateurs. C'est rendre un légitime hommage à notre Parti de constater que si leurs propos ont retenu l'attention, c'est assurément parce qu'ils apportaient à tous les Français l'expression d'une pensée exempte de préoccupations partisanes mais qu'inspirait exclusivement le souffle d'un patriotisme clairvoyant. (*Applaudissements.*)

Puis-je profiter de cette remarque pour rappeler une fois de plus à nos amis qu'ils devraient intensifier leurs efforts pour que, dans les journaux régionaux et locaux auprès desquels ils ont audience, les communiqués que nous faisons parvenir aux agences soient reproduits et que, d'autre part, ils y publient eux-mêmes, aussi souvent qu'ils le pourront, des comptes rendus succincts des réunions dont ils prennent l'initiative ?

Initiatives de la Commission exécutive

Je tiens aussi à dire un mot des décisions qui ont été prises par la Commission exécutive du Parti au cours de ses dernières réunions. C'est ainsi que, dans sa séance du 19 avril, cette Commission adoptait un ordre du jour sollicitant des pouvoirs publics que soient dépistées et réduites à l'impuissance les propagandes étrangères qui s'exercent en France par la voie d'une certaine presse. Cet ordre du jour a été reproduit en bonne place dans plusieurs quotidiens et il n'était certes pas négligeable que soit dénoncé, par le Parti Démocrate Populaire, un véritable scandale, que nous sommes unanimes à flétrir. (*Applaudissements.*)

La Commission exécutive s'est aussi très utilement préoccupée des débats qui se sont engagés à la Chambre au sujet de la représentation proportionnelle, comme aussi des répercussions sociales des décrets-lois Paul Reynaud, au sujet desquels elle a donné mission à la Commission ouvrière — que préside notre camarade Eugène Bellut — de mener une enquête auprès des diverses Fédérations, enquête dont les conclusions ont apporté une contribution importante aux travaux de notre Conseil national.

Initiatives sur le plan électoral

Dans un autre domaine, nous avons pu très utilement affirmer la position de notre parti. Depuis notre dernière réunion, diverses élections complémentaires ont eu lieu et elles ont démontré à l'évidence que les deux blocs étaient bien éloignés d'avoir abandonné leur position d'antagonisme.

Nous avons été navrés — mais non surpris — de constater que, sous prétexte de lutter contre le Front populaire, certaines méthodes étaient utilisées qui n'avaient d'autre résultat que de rejeter vers cette formation et, plus encore, vers le communisme, des candidats ou des électeurs qui ne demanderaient cependant qu'à se libérer de l'emprise marxiste. A l'occasion notamment de l'élection législative de Saint-Brieuc et des élections municipales de Clamart, nous avons repoussé les tentatives d'intimidation et de pression dont nous pourrions être l'objet, déjoué les manœuvres déloyales dirigées contre nous et clairement établi que notre sens politique, comme celui de nos responsabilités, ne saurait nous permettre d'apporter le moindre concours à ceux qui, même avec les meilleures intentions, ne parviennent en pratique qu'à consolider les coalitions qu'ils veulent combattre et à en ressouder les éléments. (*Applaudissements.*) Je n'insiste pas davantage sur ce point, puisque le *Bulletin du Militant*, qui a été adressé récemment à nos présidents et secrétaires de Fédérations, leur a apporté sur ce sujet tous les éclaircissements voulus et les précisions nécessaires.

Initiatives du groupe parlementaire

Enfin, il est une activité qui mérite d'être plus spécialement mise en lumière : c'est celle dont a fait preuve notre groupe parlementaire. Les rapports ou communications que vous allez entendre suffiront à vous montrer de quelle vigilante sollicitude nos amis députés font preuve, pour traduire, par leurs interventions et leurs initiatives, les préoccupations que nous imposent les circonstances. En veut-on quelques exemples parmi tant d'autres ? Je citerai le zèle et la compétence avec lesquels notre ami Pierre Trémintin (*Applaudissements*) s'est attaché comme rapporteur de la Commission du Suffrage universel à défendre le projet de représentation proportionnelle intégrale, en multipliant ses efforts pour essayer de le préserver de ces innombrables traquenards dont la multiplicité et la diversité ont, à juste titre, soulevé dans nos rangs un véritable écœurement.

S'agissait-il d'envisager l'éventualité de la prorogation du mandat parlementaire ? la réponse adressée au P. S. F. au nom du Groupe parlementaire du Parti, par notre ami Reille-Soult, a démontré avec une parfaite clarté combien, lorsqu'il s'agit de l'unité morale de la nation, nous entendions ne pas connaître d'autre souci que celui de la préserver, fût-ce au détriment des commodités de la propagande. (*Applaudissements.*)

Enfin, de différents côtés, nos camarades ont insisté pour que le Gouvernement témoigne une sollicitude particulière à l'égard des réservistes rappelés sous les drapeaux. L'adresse du Groupe parlementaire au président du Conseil tendant à obtenir principalement l'extension des allocations militaires et le relèvement du taux de celles-ci en faveur des soldats qui ont une situation familiale et sociale digne d'intérêt, a constitué un geste très apprécié dans les milieux politiques, et particulièrement opportun puisqu'il a provoqué une réponse satisfaisante reçue aujourd'hui même de M. Daladier par notre ami Reille-Soult. (*Applaudissements.*)

On sait aussi combien nos amis Goussu et Saudubray se sont employés à faire aboutir le projet relatif aux allocations familiales dans l'agriculture, mais il n'est pas dans mon intention de poursuivre une énumération qui, malgré tout, courrait le risque de rester par trop limitative.

Au cours des débats qui vont se poursuivre, d'autres précisions se feront jour. Mais à leur début, comment ne traduirais-je pas spontanément la vive reconnaissance de tous les militants du Parti à l'égard de ceux de nos amis qui, au Parlement, s'ingénient à compenser, par la quantité et la qualité de leurs initiatives, l'insuffisance numérique de leur effectif : Cet effectif, il convient de l'élargir et de le renforcer, en faisant entrer au Parlement tant de nos camarades dont les noms sont sur beaucoup de lèvres et qui pourraient y jouer un rôle de tout premier ordre. Voilà bien, certes, l'objectif essentiel qui doit nous inciter à redoubler de ténacité et d'ardeur pour donner, dès le mois d'octobre, une impulsion vigoureuse et nouvelle à notre action.

Quelques objectifs pour les semaines à venir

Mais est-ce à dire qu'en attendant, et parce que nous entrons dans ladite période des vacances, nous soyons autorisés à bannir pour un temps toute préoccupation de propagande ? Non, certes, car ne sont point hélas bannies, et pour longtemps sans doute, les incertitudes et les menaces qui pèsent sur la sécurité de notre pays. A tout instant, nous rencontrerons, dans les semaines à venir, de nombreuses personnes qui s'ouvriront à nous de leurs inquiétudes et nous aurons à saisir toutes les occasions de les atteindre ou de les rassembler pour éclairer leur jugement et déterminer leurs convictions. A ce propos, une remarque s'impose à nous: on parle volontiers — et très aisément — des facultés de redressement du peuple français, mais nous assistons trop souvent à ce spectacle douloureux qu'il faut sans cesse s'employer à colmater une fissure qui s'est produite dans l'édifice, lorsqu'une autre vient à peine d'être réparée. Lorsque l'agitation intérieure est parvenue à sa phase aiguë, on s'aperçoit un peu trop tard que, pour ne pas nous avoir écouté, le péril gronde à nos frontières. Est-ce que, réciproquement, lorsque tout aura été mis en œuvre pour donner à notre pays les moyens de résistance qui lui sont nécessaires, on ne constatera pas un peu tardivement qu'il est sur le plan intérieur des problèmes qui appellent des solutions énergiques et urgentes ?

Campagne pour la Réforme de l'Etat

Notre Parti a eu la sagesse de ne jamais dissocier les nécessités de la politique intérieure et celles de la politique extérieure. Pour faire face aux uns et aux autres, il n'est que trop évident qu'une réforme de l'Etat, prévue et définie par nous à notre Congrès de Nancy en 1929, demeure la condition essentielle d'un redressement qui pourra se placer sous un autre signe que celui de l'inconsistance ou de la précarité.

Propagande pour « Le Petit Démocrate »

Puisque *Le Petit Démocrate* va consacrer plusieurs articles à cet important problème dans ses prochains numéros, pourquoi nos camarades n'en profiteraient-ils pas pour multiplier les services d'essais et les abonnements à notre journal, en touchant ainsi — et pendant qu'ils auront sans doute des loisirs pour consacrer quelques instants à la lecture — ceux qui nous ignorent encore, tout en étant le plus souvent nôtres par la raison et par le cœur ? Ne sera-ce pas du reste ainsi la meilleure façon de répondre au pressant appel qu'au cours de la réunion de la Commission de propagande qui s'est tenue hier, notre ami Louis Blanckaert, que nous avons à cœur d'aider dans sa tâche non seulement par reconnaissance, mais par devoir, adressait aux militants du Parti pour qu'ils s'attellent à la propagande du *Petit Démocrate*, propagande dont il faut avoir la loyauté de reconnaître qu'elle a été par trop négligée ou parfois même abandonnée sous les prétextes les plus différents.

Il ne nous sera pas, j'espère, non plus totalement impossible de provoquer, ici et là, des réunions qui serviront de préparation à notre campagne d'hiver.

Préparation du Congrès

Et puis, dès maintenant, nous songerons à rendre éclatant le succès de notre prochain Congrès national des 17, 18 et 19 novembre. Une fois de plus, l'occasion se présentera ainsi à nous d'avoir, au centre d'une région de la France, une manifestation dont les résultats les plus immédiats devront nous permettre d'organiser des cadres solides dans un certain nombre de départements qu'elle comporte.

...de la souscription et de la vente-kermesse

Enfin le temps passe vite... et il ne sera pas inutile que nous nous attachions, avec cet esprit d'équipe qui est notre principale force, à envisager sans délai les initiatives que nous pourrons prendre, les visites que nous pourrons effectuer, les démarches que nous aurons à mener à bien pour fournir au Parti l'aide matérielle dont il a tant besoin. A cet égard, nous souhaitons plus spécialement que nos Sections et Fédérations organisent dès à présent des Comités pour la Vente-Kermesse. Cette vente, si elle est l'objet de dispositions concertées prises suffisamment à l'avance, doit nous permettre de dépasser notablement le chiffre intéressant que nous avions atteint l'an dernier.

∴

Dispensez-moi, je vous prie, mes chers camarades, de vous apporter ici une longue conclusion. Je n'ai pas eu d'autre intention que de vous soumettre un ensemble de remarques qui me paraissaient pouvoir s'imposer à votre jugement et à votre attention, pour qu'avec une confiance accrue et un zèle s'il se peut plus intense, nous travaillions à élever l'édifice dont nous avons jeté les bases solides. Jamais, sans doute, nous n'avons autant éprouvé, dans la ferveur de notre patriotisme, des sentiments de fidélité aussi absolue à notre idéal. Nous ne saurions nous contenter de le porter en nous et, si j'ose dire, de le contempler dans une satisfaction silencieuse. C'est en le faisant pénétrer dans la masse que, conscients de nos responsabilités, nous éprouverons la satisfaction d'être un parti agissant non seulement par la qualité de ses adhérents, mais aussi, comme il est indispensable, par le nombre croissant de ceux qui, au nom de l'intérêt général du Pays, auront à cœur de se réclamer du Parti Démocrate Populaire. (*Vifs applaudissements répétés.*)

Paul SIMON remercie vivement Alphonse Juge de son rapport très intéressant et très vivant, et se dit heureux d'avoir cette occasion de lui exprimer la reconnaissance du Parti pour le dévouement éclairé qu'il met quotidiennement à son service. (*Nouveaux applaudissements.*)

ORDRE DU JOUR DE POLITIQUE INTÉRIEURE

adopté à l'unanimité par le Conseil National

Le Conseil national du Parti Démocrate Populaire dénonce le péril que font courir au régime parlementaire et aux libertés démocratiques les scandaleux procédés de discussion dont les récents débats sur la réforme électorale ont donné le spectacle et qui risquent, en se perpétuant, de frapper d'impuissance le régime parlementaire.

Le Conseil national affirme une fois de plus la nécessité de réaliser sans délai la Représentation Proportionnelle, condition essentielle de la réforme de l'Etat définie par lui dès 1929 à son Congrès de Nancy. Au triple point de vue économique, administratif et politique, les institutions républicaines doivent être adaptées aux dures exigences de la vie moderne.

Les Partis, dont l'existence est indispensable à la pratique de la démocratie, doivent être fidèles à leurs programmes. Les élus doivent oublier leurs intérêts personnels devant l'intérêt général. Un régime de liberté est voué à la perdition dès lors que ceux qui doivent le servir ne mettent pas au-dessus de tout le souci du bien public.

Problèmes et perspectives de politique étrangère

Brillant exposé d' Ernest PEZET

Député du Morbihan,

Vice-président de la Commission des Affaires Etrangères

Paul SIMON donne la parole à Ernest Pezet, dont il rappelle les nombreuses et clairvoyantes interventions. (*Vifs applaudissements.*)

Ernest PEZET brosse un tableau rapide des principaux événements qui se sont déroulés en Europe depuis le mois de mars. Après le démembrement de la Tchéco-Slovaquie et la prise de Memel, la Hongrie et la Slovaquie se sont trouvées aux prises en Russie subcarpathique et l'Allemagne a fini par consentir à l'établissement d'une frontière commune polono-hongroise. L'Albanie a été enlevée par l'Italie; le problème polonais a été évoqué par Hitler; la pression allemande s'est accentuée sur l'Italie qui a été « mise au pas » et prise en mains pour des fins militaires et stratégiques évidentes.

Ces événements sont la conséquence de la suite de défaites subies par les Démocraties depuis le 7 mars 1936.

L'hégémonie allemande est en voie de réalisation. Mais la Grande-Bretagne a enfin ouvert les yeux; la France la suit; les Etats-Unis entrent en scène ainsi que la Russie. Des négociations se poursuivent, la diplomatie anglaise multiplie ses initiatives. Le message Roosevelt suscite plusieurs importants discours. Le surarmement s'intensifie; les difficultés économiques minent les pays totalitaires et entament la force des Démocraties, cependant que l'Allemagne et l'Italie crient à l'encerclement; Lord Halifax répond à ces clameurs, cependant que M. Daladier s'enhardit à parler d'une possible répartition très équitable des matières premières ? Le Vatican lui-même serait, dit-on, décidé à faire de grands gestes et à lancer des propositions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne peuvent complaire qu'aux Etats qui réclament en menaçant. Il procède à des sondages plus ou moins secrets qui déconcertent et Londres, et Paris, et Varsovie.

Les diplomaties luttent de ruse, de vitesse, de pression. Tout le monde pressent que sur la ligne d'arrêt qui a été tracée, par les garanties franco-anglaises, il peut se produire des événements décisifs. Il convient, dit l'orateur non pas de faire le récit chronologique des événements: il faudrait des heures; mais bien plutôt de dégager les questions fondamentales, les éléments organiques, les thèmes des manœuvres, les orientations qui permettent d'entrevoir les objectifs probables, les événements possibles.

Le plan allemand

L'annexion de la Tchéco-Slovaquie a dévoilé le vrai plan allemand qui n'est autre que celui du pangermanisme classique, modernisé, et qui hypocritement utilise désormais les propres postulats moraux et politiques mis à la base de leurs négociations et reconstructions par les Etats démocratiques, victorieux en 1919.

Hitler a prétendu, tout d'abord rassembler le *Deutschtum* au nom du principe de la communauté de race, d'origine ethnique. Il s'est posé ensuite en protecteur des minorités, en protagoniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais le jour de l'annexion de la Bohême, il est apparu que l'usage de ces postulats était utilitaire et l'utilité passée, mensongers; la mise en pratique de la théorie du droit de nécessité a été mise en lumière.

Elle découle du « *besoin vital* » et de « *l'espace vital* » du peuple maître. Mais qu'est-ce que l'espace vital ? On n'en trouve aucune définition dans le discours d'Hitler. Qui doit juger, déterminer le standard de vie qui est nécessaire au peuple allemand ? Faut-il entendre les mots « espace vital » au sens littéral de territoires ou au sens figuré de possibilités économiques, auquel cas, ils comprennent aussi les matières premières et les colonies ?

A la vérité, l'Allemagne réclame tout cela à la fois.

Le caractère audacieux et dangereux de cette théorie du droit de nécessité, l'orateur l'a entrevu lors des dernières conférences interparlementaires : à côté de l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie, — l'Espagne même — sont prêtes à formuler des revendications du même ordre.

L'espace vital devient dès lors plus qu'un problème allemand, savoir, une revendication généralisée au point de prendre le caractère international.

Ferment révolutionnaire

Mais c'est aussi un ferment révolutionnaire : On peut comparer les revendications des Etats dits prolétaires, non possédants, ainsi présentées à celles que l'on soutenait dans le domaine intérieur au temps du syndicalisme de lutte des classes et des grèves révolutionnaires. La preuve de cette identité se trouve dans la littérature des pays totalitaires qui, par une variante singularité, transpose la lutte des classes sur le plan international. Les dictateurs ne sont donc pas des gardiens de l'ordre : ce sont des faiseurs de révolution ! (*Applaudissements.*)

Aucun pays ne détient à lui seul la clé de ces problèmes : au fond, c'est la question de la crise économique mondiale qui se trouve posée de biais, subjectivement, par les pays totalitaires. Mais cette crise est aggravée en ces pays, par la structure que leurs gouvernements ont donné à leur économie pour des fins d'immédiate utilité sociale (lutte contre le chômage) et pour des buts stratégiques, indispensables à la poursuite d'une politique non seulement d'expansion, mais d'hégémonie.

Le caractère international des problèmes du « *pouvoir-vivre* » est certain.

D'où l'idée d'une conférence internationale qui jaillit un peu partout : chez les socialistes, dans le message Roosevelt, dans la formule vaticane, (la paix par la justice) dans le dernier discours Halifax, les récents propos de Daladier. Cette conférence a-t-elle chance de se réunir et de réussir ? La réponse se découvre dans l'examen attentif des éléments de la structure organique des Etats totalitaires, et des causes et conséquences de leur autarcie.

Les dictateurs, en présence de leurs échecs économiques et financiers chaque jour plus graves, sont obligés de tenir leurs peuples en mains par tous les moyens de coercition. Il leur faut des succès extérieurs de prestige, l'exaltation de la conscience nationale — d'où la clameur à l'encerclement —, un étouffant et barbare appareil policier, des forces militaires à double fin (interne ou externe).

(Suite en 4e page).

LE CONSEIL NATIONAL DU 11 JUIN

Rapport d'Ernest PEZET (suite)

Il faut poursuivre le surarmement pour maintenir et accroître leur force de pression extérieure et empêcher le retour du chômage : il leur faut tenir en mains toutes les activités humaines, de l'industriel de la Ruhr au pâtre de Prusse Orientale, par une autarcie économique qui est à la fois une cause et une fin, et qui, plus elle se prolonge, s'aggrave et devient une nécessité pour l'exercice de la dictature.

Le totalitarisme rend impossible la collaboration internationale

Peut-on, dans ces conditions, espérer possible une Conférence internationale économique ? Certains — Hitler surtout — s'y rendraient l'épée au côté, avec la volonté d'y pratiquer le chantage et de continuer à accroître leur potentiel de force. Des deux côtés, la recherche de la supériorité militaire fausserait les négociations. La Conférence, dans ces conditions, serait vouée à l'échec. Comment faire une œuvre économique utile alors que l'Allemagne et l'Italie n'ont plus de monnaie valable, qu'elles n'ont pas de devise appréciée pour payer leurs achats, qu'elles produisent trop des produits inexportables (armement, travaux publics, etc.) et qu'elles ne pourraient obtenir de crédit tant que leur armement se poursuivra ?

Il faudrait que les conditions organiques de ces régimes changeassent, car la prétention de se maintenir en autarcie — l'autarcie qui crée l'auto-encerclement, et qui est à la fois cause et conséquence de l'économie de guerre — rend impossible la tenue d'une Conférence, et, si on parvenait à la réunir, rendrait son échec fatal.

Pour pouvoir renoncer à l'autarcie, il faudrait se résoudre à mettre fin au surarmement, et donc abandonner les grands plans d'hégémonie, mettre en veilleuse les prétentions du régime à imposer sa mystique, ses disciplines, mais ce serait aussi compromettre par là la sécurité du régime, par le relâchement de la contrainte et le retour au moins temporaire du chômage. Nous sommes là au cœur du sujet (*applaudissements.*) Comme l'a écrit Georges Scelle :

« C'est un effroyable paradoxe que de voir l'Allemagne plus pauvre et plus affamée à la suite de chacun de ses efforts de production et de chacune de ses conquêtes politiques. Elles ne font qu'accentuer le déséquilibre de son économie de guerre. A l'intérieur, celle-ci tourne sur elle-même. Cela lui donne l'illusion de l'écureuil en cage, mais aucune prise sur l'extérieur. Exporter, c'est vite dit ; encore faut-il trouver des débouchés et, en échange d'exportations, solder des importations. Or, le mark n'est qu'un chiffon de papier hors d'Allemagne et quant aux importations, comme il s'agit pour la plus grande partie de biens improductifs, c'est-à-dire d'armements, de produits industriels ou de machines dont les clients éventuels sont saturés, cela équivaut dans bien des cas à une exportation de crocodiles empaillés. L'Allemagne en est réduite à devoir se nourrir sur la substance des pays étrangers, sans pouvoir les payer, et c'est pourquoi elle se trouve acculée à les conquérir et à les annexer. Elle n'a d'ailleurs aucun scrupule à le faire. Mais cette incorporation dans son circuit économique interne n'est elle-même qu'une vis sans fin. L'autarcie ne peut s'arrêter que lorsqu'elle aura englobé, après l'Europe, l'Univers; et l'Amérique, déjà, se sent touchée par l'impérialisme économique allemand. Hitler a réincarné l'Apprenti sorcier de la légende, il est submergé sous sa propre technique. Il ne peut plus s'arrêter sans provoquer la catastrophe, et le cours de la catastrophe l'empêche de s'arrêter ! Lorsque l'Angleterre s'efforce de ramener l'Allemagne de l'autarcie au libéralisme des échanges, il est à craindre qu'elle ne tente l'impossible. L'Allemagne est intoxiquée par son système économique comme la morphinomane par la drogue. Un arrêt brusque dans l'utilisation du poison, ce peut être la mort. »

Demander aux dictateurs de renoncer à l'autarcie, c'est leur demander de renoncer à leur surarmement, gage de leur force de chantage à la guerre, à leur sûr moyen de domination intérieure, à leur programme d'expansion, bref à leur prétendue mission et à la condition même de leurs succès intérieurs et extérieurs. D'où le rejet de l'offre Roosevelt, les sarcasmes adressés au Vatican, à Chamberlain, à Halifax, à Daladier quand ils croient expédient de se dire prêts, sous certaines conditions, à faire acception des revendications de « l'espace vital ». En fait, des conversations pour des fins économiques risqueront de détendre, dans les démocraties vite fatiguées de l'effort et du sacrifice, les ressorts de la résistance ; à peine parlerait-on de négociations, que les masses réclameraient la démobilisation, et le retour aux facilités. C'est donc l'auto-encerclement qui a jeté les dictateurs dans l'impasse d'où ils tentent de s'évader.

La poussée allemande

C'est cette recherche de l'évasion qui explique toutes les poussées vers l'extérieur d'une politique « dynamique » ou agressive. De là, les menaces sur Dantzig et sur le Couloir. Mais ce n'est là qu'un prétexte : Dantzig, c'est l'espace vital de la Pologne; ce n'est pas celui de l'Allemagne et son annexion n'apporterait aucune solution au problème. Dantzig est allemande de langue et de race, et polonaise d'économie. En fait, l'attaque sur Dantzig c'est le prélude de l'attaque de la Pologne, au fond, la pensée aujourd'hui connue de Ribbentrop (et elle règne dans tout l'entourage d'Hitler), c'est que l'Allemagne et la Russie doivent, une fois la Pologne à nouveau partagée, redevenir voisines et accorder leurs économies. On veut faire disparaître la Pologne et d'abord la neutraliser : Hitler l'a proclamé maintes et maintes fois avant son arrivée au pouvoir, et Rosemberg, le maître à penser de l'hitlérisme, a doctriné ces visées dans le « *Mythe du 20e siècle* » et dans *l'Avenir de la politique allemande* ».

C'est aussi pour découvrir le point d'évasion possible de l'ergastule de « l'auto-encerclement » que l'on envisage, une fois la Pologne réduite ou dominée, de poursuivre les opérations danubiennes ; il s'agit de neutraliser la Yougoslavie, de faire coopérer la Hongrie qui est aux portes de la Roumanie, où se trouvent les plus grosses possibilités d'acquisition fructueuse dans les domaines économiques et de manœuvre stratégique en mer Noire et alentour : la Russie débordée, les Dardanelles tournées et rendues inutiles, les sous-marins allemands maîtres de la mer Noire, la route de Mossoul par Trébizonde, et celles du Caucase ouvertes aux poussées germaniques.

Ces opérations supposent que l'Italie soit un instrument entre les mains de l'Allemagne : d'où la « mise au pas », l'harmonisation de l'économie, de l'armée, de la propagande, de la diplomatie italiennes, et ce contrôle sévère instauré par l'Allemagne au point qu'il y a des employés allemands jusque dans les bureaux de poste de la frontière des Alpes.

Une autre possibilité d'évasion résulterait du renversement de la politique à l'égard de la Russie. C'est l'idée de l'entourage d'Hitler, de Rosemberg et de Ribbentrop, notamment.

Le rôle de la Russie

Si l'accord tripartite anglo-franco-russe ne se réalisait pas, il faudrait craindre que la Russie ne trouve rapidement un intérêt économique et révolutionnaire à un rapprochement avec l'Allemagne.

Si Staline s'avérait plus communiste que patriote russe, plus révolutionnaire que slave, son intérêt de communiste et de révolutionnaire serait de s'entendre, non avec les nations bourgeoises, mais avec les pays totalitaires qui portent en eux de si puissantes virtualités révolutionnaires, et dont la structure même rendrait possible et facile une adaptation des deux régimes hitléro-fasciste, et bolcheviste ; seuls les différencient les « mythes », le tempérament, les conditions spécifiques, historiques et géographiques.

Le P. D. P. doit donc être loué de la position clairvoyante qu'il a prise en 1935, quant à l'accord franco-soviétique. Hitler a réussi à faire croire aux conservateurs — par le pacte antikomintern — qu'il était le défenseur de l'ordre contre le communisme, « l'ange au glaive de feu interdisant aux révolutionnaires eurasiatiques l'entrée du paradis terrestre occidental ». C'était un piège à conservateurs. En réalité, le grand révolutionnaire de l'Europe, le tragique Samson du temple européen, c'est Hitler et non Staline; la menace révolutionnaire et guerrière, bien plus que le bolchevisme, c'est l'hitlérisme (*applaudissements.*)

Mais l'esprit de classe et l'aveuglement idéologique des possédants les a empêchés de le discerner. A peine commencent-ils à s'en faire une idée, encore bien approximative.

Mais à ces tentatives d'évasion hors du cercle fatal que les dictatures ont elles-mêmes tracé, où elles se sont elles-mêmes enfermées, les garanties de la France et de l'Angleterre ont fixé une ligne d'arrêt.

La ligne d'arrêt

C'est le grand fait nouveau des derniers mois. Ici l'orateur donne lecture de ces lignes qu'il écrivait le 2 avril dernier et qui sont aujourd'hui étrangement instructives et justifiées par les événements :

« Croire que l'Allemagne imposera facilement, jusqu'au bout, sa solution aux problèmes de l'Europe centrale et orientale, c'est manquer de sens historique.

» Certes, les diktats de Munich et de Vienne, le rapt de la Bohême, le « protectorat » de la Slovaquie, ont donné à la « nation de proie », pour la première fois depuis la guerre, des chances sérieuses de pouvoir entreprendre les grands desseins du pangermanisme.

» Mais la réussite n'en est pas pour autant complètement assurée et inéluctable. La tentative se développe, mais elle est loin de son terme.

» Certes, une chose est sûre : ni le tempérament naturel et historique des Germains, ni le dynamisme de leur régime présent, ni le programme avoué de ses chefs (Mein Kampf), ni les campagnes d'opinion de leur presse « mise au pas de l'oie », ni leur prépondérance reconquise en Europe, ne permettent de penser un seul instant que l'Allemagne hitlérienne s'arrêtera d'elle-même parvenue au terme de ses ambitions et pleinement satisfaite, ses « besoins vitaux étant suffisamment assurés ». Il n'y a pas d'exemple, dans l'histoire, d'un impérialisme qui s'assigne bénévolement des limites définitives.

« Mais ceci aussi n'est pas moins certain : les frontières d'un empire ont toujours été les bornes où une résistance extérieure a réussi, diplomatiquement ou militairement, à arrêter l'expansion d'un impérialisme qui ne peut, de par sa nature même, concevoir de limite à son dynamisme.

» Si l'Allemagne se résigne un jour à se fixer un « limes germanicus », ce sera parce qu'une résistance extérieure l'y aura contrainte à un point où elle aura conscience que sa volonté s'épuiserait en vain à le dépasser.

» La paix est la résultante d'une concurrence et d'une neutralisation de forces entre le dynamisme interne d'un Etat conquérant et la résistance externe d'Etats par lui menacés.

» Si cette résistance est absente, douteuse, ou trop faible, alors le conquérant pousse de l'avant. On l'a bien vu depuis mars 1938.

» Où placer la ligne extrême de l'avance allemande vers l'Est ! Comment organiser la résistance ! »

» La ligne de résistance sera celle de la démarcation entre Slaves de la grande Russie et Allemands du nouvel « Empire germanique parvenus par leurs conquêtes aux avancées du slavisme. ».

» Qu'on relise l'histoire de toutes les grandes crises européennes, on s'apercevra que ce fait historique s'impose comme une loi de la physique européenne. On s'apercevra aussi qu'il n'y a pas de cloisons étanches entre l'Europe slave, l'Europe germanique et l'Europe latine ou occidentale. La nature des régimes ne change rien à ce fait historique : périodiquement il s'impose à l'Europe.

» Aussi, que cela leur convienne ou non, ni la France, ni l'Angleterre ne pourront jamais se désintéresser d'un conflit majeur entre Slaves et Germains. »

Tout indique, en ce moment, chez les dictateurs, la fièvre, l'impatience, l'énervement — les silences mêmes de Berchtesgaden et du Palais de Venise, le développement hâtif des pactes bilatéraux de non-agression — ce qui, à l'égard des Etats baltes est une comédie-bouffe — l'appel à Berlin des dirigeants de tous les pays que l'on croit pouvoir tenir en mains par la domination économique! etc., etc... Oui tout indique que l'heure approche de la grande option : coup de force ou résignation à des accords internationaux. Mais celle-ci suppose l'abandon des mystiques et des méthodes totalitaires qui semblent, hélas! imposées par la structure et les visées des Etats totalitaires, mais qui exigent en même temps cette structure indispensable au maintien et à la sécurité internes des Dictatures.

Que faire ?

Que faire? Faciliter une telle évolution des dictatures pour rendre possible une solution pacifique? Oui, certes. Mais à condition d'agir de telle sorte qu'elles ne puissent pas prendre cette attitude de conciliation et de sagesse pour une preuve de faiblesse qui les encourage à oser : elles oseront si elles le peuvent ; elles préféreraient s'emparer par rapt, sans guerre, par surprise et ruse, de « l'espace vital » que l'acquérir au prix de contreparties qui fixeraient des limites à leurs ambitions et gêneraient l'exercice de leur régime de dictature, peut-être même en compromettraient la durée. Une chose est sûre, démontrée : seul le sentiment de leur impuissance à forcer l'encerclement et de leur impuissance à résoudre, seuls, les problèmes économiques vitaux, peut les incliner à la solution pacifique.

Dans quel sens faut-il donc agir? Ce serait une erreur, l'orateur le rappelle, de réunir une conférence où les uns iraient sans desserrer leur armure alors que les autres, par leur structure démocratique même, seraient vite, très vite obligés de se démobiliser moralement, économiquement, militairement. (*Très bien, Très bien*).

Ce serait se prêter à de nouveaux chantages, et ouvrir la porte à toutes les revendications d'espace vital qu'Hitler, se présentant comme introducteur et protecteur des autres nations demanderesses, se donnerait l'avantage de présenter avec les siennes propres : Hitler aurait en cette conférence, sa clientèle d'Etats demandeurs, sa « gens ». Que de sympathies, que de concours il gagnerait qui lui serviraient contre la France, l'Angleterre, l'Amérique!

Cependant, dit l'orateur, il faut chercher une solution. Il conviendrait, à son sens, que la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, de qui tout dépend, s'entendissent sans apparat, pour établir vite, et silencieusement, un plan de reconstruction économique, déterminer ce qui peut être consenti, ce qui ne sera pas dépassé, et fixer les buts et les moyens d'une coopération.

Ces consultations rapides et toujours silencieuses seraient ensuite étendues à d'autres pays secondaires qui détiennent, eux aussi, des éléments métropolitains ou coloniaux, de solution du problème du « pouvoir vivre » : Belgique, Hollande, Portugal, pays danubiens encore partiellement libres, balkaniques, nordiques, Russie et Turquie.

Si un plan commun pouvait sortir de ces négociations, alors — seulement — l'Allemagne et l'Italie seraient abordées, on leur ferait des offres positives et précises, on leur demanderait en contrepartie de ces propositions concrètes, l'arrêt contrôlé du surarmement, l'abandon de la politique d'expansion agressive et de l'autarcie.

Est-ce possible? Les Etats totalitaires attendront-ils (car il faudra du temps)? ne préfèrent-ils pas secrètement tenter quelque aventure qu'[illegible] illusionneront assez pour la croire sans danger capital, et décisive (contre la Pologne, contre la Roumanie, avec la Hongrie en première ligne se réclamant des principes admis à Munich, par le levier économique, etc.)? On peut le redouter. Mais qu'y faire? On ne peut les contraindre à la sagesse, on ne peut payer leur patience du prix de nouveaux Munich et d'abdications économiques capables de nous ruiner et de nous asservir.

Nécessité de la propagande

Pendant cette période de préparation, il conviendrait de renforcer la politique de barrage. Il conviendrait également d'organiser enfin la sixième arme : la propagande. Les Anglais, autrefois si hostiles à l'idée de propagande, s'y sont carrément ralliés et font, pour la mettre en œuvre, un gigantesque effort. (*Vifs applaudissements*). A cet égard, l'orateur regrette le retard de notre pays. Il a comparé, à la Commission des affaires étrangères, notre indifférence en ce domaine à notre incompréhension, avant la guerre, de la nécessité de l'artillerie lourde. Il voudrait une rapide coordination des ressources et des moyens d'action dispersés dans divers ministères; la mise en œuvre intelligente, rapide, habile des activités multiformes libres ou subsidiées qui s'appliquent à l'action extérieure de la France, conformément aux directives générales d'un organisme central compétent. La Commission a adopté ses conclusions ; mais cependant le Gouvernement n'a pu surmonter en cette matière les rivalités des services et des ministères.

En concluant, l'orateur rappelle, dans un résumé perspectif impressionnant, la ligne de conduite du P. D. P. en politique extérieure. Il déclare qu'en appuyant la S. D. N., conservatoire indispensable des traités — qu'il aurait fallu amender par des rajustements amiables, puis en préconisant au cours des années une attitude de conciliation franco-allemande alors qu'on avait du moins les moyens de la réaliser sans être débordé ou dépassé, puis de fermeté sans défaillance, de compréhension et de collaboration internationale; de réconciliation et collaboration, et aussi de remembrement économique des pays danubiens; d'acceptation réaliste des exigences de la géopolitique (pacte franco-soviétique), quand l'échec de la S. D. N. nous ramena à la politique de compensation des forces et d'équilibre traditionnel; de courage moral enfin devant tous les risques et périls, ou réels, ou « bluffés » ; en pratiquant toutes ces formes d'une politique clairvoyante de sécurité et de paix, le Parti, petit par le nombre, s'est haussé jusqu'à la pratique de la grande politique celle qui correspondait d'ailleurs à sa vocation, à sa mystique, à son devoir. (*Vifs applaudissements prolongés*).

Paul SIMON déclare que les applaudissements chaleureux et répétés qui ont accueilli l'orateur soulignent l'intérêt de son rapport magistral. Notre ami Pezet, dit-il, s'est aujourd'hui surpassé et a fait preuve d'une clairvoyance et d'une compétence qui ne nous surprennent pas de lui. (*Nouveaux applaudissements*).

La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

Le Conseil, consulté, décide de composer comme suit la Commission de la motion : Louis Blanchaert, L.-A. Pagès, Pierre-Henri Teitgen, André Cochinal, Jean Létourneau, Alphonse Juge et Marcel Poimbœuf.

La séance est levée à midi.

ORDRE DU JOUR DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

adopté à l'unanimité par le Conseil National

Le Conseil national du Parti Démocrate Populaire, ayant entendu l'exposé de M. Ernest Pezet, vice-président de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Députés,

Félicite le Gouvernement Daladier du redressement opéré depuis le 15 mars par la diplomatie française ;

Décide d'intensifier dans le pays son effort de propagande pour que soient comprises et acceptées sans défaillance les dures exigences qu'impose peut-être pour de longs mois à notre peuple, tant sur le plan militaire que sur le plan économique et financier, l'épreuve des nerfs que nous subissons actuellement ;

Réclame énergiquement l'organisation sans retard et la coordination des services de propagande française, l'état présent de guerre larvée ne permettant pas d'ignorer plus longtemps la puissance d'une arme dont les pays totalitaires avouent qu'ils lui doivent le plus sûr de leurs succès récents ;

S'oppose à tout règlement des problèmes internationaux en suspens, de quelque ordre qu'ils soient, sans que les récentes violations du droit soient réparées et que des garanties certaines aient été données d'un retour à une volonté de Paix et à une résolution de collaboration internationale, hors desquelles tout accord ne serait qu'une duperie et une possibilité d'accroître des forces uniquement tendues vers la domination des peuples sous la menace constante de l'agression ;

Croit nécessaire que les peuples qui constituent le Front de la Paix mettent au point, en union avec les Etats-Unis d'Amérique, le plan précis de leur collaboration économique, élément essentiel de leur cohésion, en attendant qu'une semblable collaboration puisse être étendue aux pays qui se réclament aujourd'hui des théories confuses et équivoques de l'espace vital ou des nations prolétaires ;

Proclame que la France, désireuse que l'heure de cette collaboration sonne au plus tôt, ne peut pour l'instant relâcher en quoi que ce soit son effort pour tenir en état permanent de préparation et d'alerte son armature militaire sans cesse perfectionnée, pour achever et maintenir sans faiblesse l'union de tous ceux qui sont décidés à s'opposer, fût-ce par la force, à toute agression nouvelle.

Séance de l'après-midi

Pierre TRÉMINTIN

Député du Finistère

Rapporteur de la Commission du Suffrage Universel

dénonce les complots contre la R. P.

Présidence de Louis MARTEL

Député de la Savoie

En ouvrant la séance à 14 heures, Louis Martel donne la parole à Pierre Trémintin. (*Applaudissements.*)

Louis MARTEL, député de la Savoie, qui préside, entouré de Raymond-Laurent, Paul Simon et Reille-Soult, députés, et Alphonse Juge, ouvre la séance à 14 heures, et donne aussitôt la parole à Pierre Trémintin.

Pierre TRÉMINTIN, *rapporteur*, déclare que si une conjuration savante s'efforce d'écarter la R. P. du plan de l'actualité, cette réforme n'apparaît pas moins au Parti comme la condition de toutes les autres; elle seule permet le salut des institutions républicaines et démocratiques. (*Applaudissements*). Dans le domaine intérieur, sa réalisation semble aussi nécessaire que l'adoption, en politique extérieure, des solutions préconisées ce matin par Ernest Pezet ; ici encore, c'est à une épreuve de nerfs que nous sommes soumis. On dit que la R. P. est enterrée. Rien n'est moins sûr. Au milieu des votes contradictoires de certains partis, celui qui saura rester ferme dans sa volonté l'emportera.

La R. P. est au frontispice du Parti depuis 1924. Tous les Congrès l'ont affirmé: c'est, pour nous, une question de principe et non une affaire d'opportunité électorale. Pouvons-nous assurer le triomphe de la réforme? Telle est la question qui est aujourd'hui posée.

L'orateur, mettant de côté délibérément l'aspect technique du problème, n'examinera que son caractère politique. Il rappelle les conditions délicates dans lesquelles il a accepté le rapport. Pour la première fois, la Commission du suffrage universel aura fait en cette matière une œuvre utile et complète.

Au début de la législature, un pacte avait été conclu entre les partis « erpéistes » : communistes, socialistes, fédération républicaine et démocrates populaires considéraient cette réforme comme essentielle. Dans les autres partis, certains députés, individuellement, lui étaient favorables et conservaient leur liberté de vote sur une question que leur groupe estimait secondaire.

Les partis membres du pacte — auxquels il faut ajouter maintenant le P. S. F. — détenaient à la Chambre une majorité certaine et la Commission avait, dès le mois de juillet 1936 émis par 17 voix contre 1 et 2 abstentions, un vote sur le principe d'une R. P. juste et loyale.

M. Pomaret, rapporteur, déposa en avril 1937 un projet très étudié. Mais cet événement passa inaperçu car, à côté de la majorité technique homogène favorable à la R. P., il existait à la Chambre une majorité de gouvernement, hétérogène, qui lui était hostile. Le Front Populaire, rassemblement de doctrines hétéroclites, qui n'avait pour but que l'accaparement du pouvoir, devait nécessairement s'opposer à tout système électoral qui aurait rompu son groupement.

En séance, les erpéistes furent donc battus.

Mais lorsque le Front Populaire parut ébranlé, des hommes comme Chautemps et Léon Blum, déclarèrent qu'ils ne voyaient de recours que dans des nouvelles élections qui, cette fois, auraient lieu à la R. P.

M. Pomaret, devenu ministre, ayant résigné ses fonctions, le rapport échut à M. Silvestre. Mais le parti socialiste se posa alors la question de savoir si des raisons électorales ne devaient pas le conduire à négliger momentanément cet article de sa doctrine, et, après le Congrès de Montrouge, M. Silvestre dût, à son tour, démissionner.

On assista alors à un curieux spectacle. Dans quelle case le rapport, comparable à la bille de la roulette, allait-il s'arrêter? Il hésita sur M. Duclos, rebondit sur M. Vallat. Puis, quelqu'un ayant proposé le nom de l'orateur, celui-ci fut désigné à l'unanimité.

L'orateur estima qu'il ne pouvait refuser. Par sa position centrale, la politique d'union, de respect des libertés humaines qu'il n'avait cessé de pratiquer, le groupe démocrate populaire était désigné, en effet, pour soutenir le rapport. (*Applaudissements*).

La tactique du rapporteur s'efforça de maintenir la majorité certaine qui englobait les erpéistes de conviction et les erpéistes d'obligation. Sa tâche fut facilitée par ses amis du groupe qui ne l'abandonnèrent à aucun moment. Ses efforts ont tendu à décider sur ce point le groupe communiste; et dès que ce résultat fut obtenu, la R. P. obtint, en séance, une petite majorité qui lui permit de résister à de nombreux assauts.

Le rapporteur entreprit alors d'obliger le groupe socialiste à prendre, sur cette question, une position nette. Les chefs se contentaient de suivre leurs troupes divisées. L'action personnelle de Léon Blum parvint à enlever un vote massif sur le principe de l'article premier du projet. Mais dès le lendemain, la majorité des arrondissementiers se reprenait et décidait de s'accrocher au panachage comme à une bouée de sauvetage.

Il fallut attendre alors le Congrès de Nantes où le parti socialiste fut obligé de se poser la question. La décision qu'il a prise en faveur de la réforme n'a pas apaisé les divisions du groupe; on l'a vu lors du dernier scrutin. Si, cette fois, la R. P. l'a emporté, on ne sait encore si la victoire est définitive.

Dans ces conditions, la Commission a décidé de maintenir intégralement son projet. Telle est la situation. Peut-on espérer aboutir? L'orateur n'ose répondre. Le dynamisme, pour l'instant, est de notre côté. La Chambre, après avoir écarté un spectre, l'a vu reparaître et paraît résignée à le voir s'installer. Les panacheurs, qui avaient trouvé des alliés, n'ont plus l'oreille de la Chambre. Actuellement, l'orateur donne 80 % de chances à la R. P. avec listes bloquées. Mais quelques questions d'ordre pratique se posent.

Le panachage, c'est le ver rongeur qui diminuerait la portée de la réforme. Néanmoins, pour parer à toute éventualité, la Commission a décidé de l'accepter si cela était indispensable. Elle a préparé un texte.

D'autre part, l'orateur déclare qu'il faut faire comprendre au gouvernement qu'il abandonne la tradition républicaine, de Gambetta à Briand, en se désintéressant de la question. Son action s'est bornée à apporter son concours à la Commission dans le règlement des débats et à appuyer l'inscription de la discussion à l'ordre du jour. Mais elle doit aller plus loin.

Le seul moyen, en effet, de faire accepter la prorogation de la Chambre par le corps électoral, c'est de justifier cette mesure par la nécessité pour les partis de s'organiser en vue d'un nouveau mode de scrutin. Si donc le gouvernement donnait tout son appui à la réforme, ses chances de succès s'accroîtraient considérablement.

Notre parti s'enorgueillit de rester fidèle à la R. P. Nous travaillerons, nous insisterons pour que le gouvernement sorte de l'inaction et pour qu'il défende son programme en même temps que la République et la Démocratie. (*Applaudissements prolongés*).

LE PRÉSIDENT remercie le rapporteur de son exposé et surtout de son action en faveur de la R. P. C'est la fierté du parti de rester fidèle à un principe nécessaire de la rénovation française. (*Applaudissements*).

PROPOS D'UN OUVRIER

Au chevet du convalescent

Syndicats du 7-6-39 *s'en prend — pour n'en point perdre la bonne habitude — une énième fois de plus aux camarades communistes.*

C'est à propos des pourparlers diplomatiques avec l'U.R.S.S. Le journal des « centristes » de la C.G.T. croit bien qu'un pacte anglo-franco-soviétique pourrait faire fondre le beurre-canon de l'ogre d'outre-Rhin, avant que sa récolte d'épinards soit tout à fait prête; mais il a peur que les propagandistes français de l'ours géorgien n'en profitent pour pousser jusqu'à la catastrophe leurs avantages politico-syndicalistes.

« Le syndicalisme convalescent que nous vivons encore présentement — *écrit un de ses rédacteurs, dans un style qui m'époustoufle, car ce convalescent que d'autres vivent* — devra savoir trouver en lui-même les moyens d'écarter les manœuvres et les ruses de ceux qui par leur attitude ont risqué de l'amener à sa perte en le défigurant. »

Certes, Raymond Froideval pourrait écrire d'une plume un peu plus légère, et ça ne générait en rien l'expression de ses justes pensées. Mais enfin ses pensées sont justes — ou me paraissent telles — et c'est, sans doute, l'essentiel.

Il est évident, pour qui suit de près la vie syndicale ouvrière, que les communistes ont tout fait et continuent de tout faire pour que le syndicalisme ne soit qu'une « cellule » ou un « rayon » de leur organisation politique. Ce faisant, ils ont royalement dégoûté de la C.G.T. d'abord et de toute action syndicale ensuite quelque deux millions de travailleurs français — une simple paille, n'est-ce pas ! Et ils ont conduit, par horreur de leur maître Staline, le tout-puissant fortionnaire de Moscou, leurs adversaires de tendance à songer qu'une paix à tout prix, fut-ce au prix d'une bonne petite entente avec le solitaire inquiétant de Berchtesgaden, vaudrait mieux qu'une sanglante embrassade avec le Bolchevisme mondial.

N'étant pas un spécialiste des Affaires Etrangères, je laisserai à d'autres le soin d'apprécier cette théorie. Mais, au point de vue syndical, je crois avoir une certaine expérience, et c'est pourquoi je comprends les inquiétudes des gens de « Syndicats », qui ressemblent comme des sœurs aux inquiétudes des gens de la S.F.I.O.

La tactique communiste consiste à s'infiltrer partout, pour tout corrompre et tout détruire de l'intérieur. C'est ce qu'ils font à la C.G.T., qui souffre atrocement au cœur et au centre de leurs sales manigances, opérées avec le sourire. C'est ce qu'ils font dans ce qui reste de Front populaire. C'est ce qu'ils rêvent de faire sur le terrain plus large de la politique extérieure.

Le Syndicalisme est convalescent ? Je veux bien le croire. Mais il a été b...grement malade et il n'est pas encore assez solide pour sortir du lit sans quelque risque de chute grave. C'est le moment de veiller à ce que ses « soigneurs » communistes ne lui offrent pas, pour l'aider à marcher, un bon gourdin que, le moment venu, ils lui mettront entre les jambes ou lui appliqueront sur les reins.

...Quand nous entendons, nous les ouvriers, les communistes parler d'amour et de paix, nous nous retournons pour voir celui qu'ils sont en train d'assassiner. Ça ne rate pas! Il y a toujours quelqu'un qu'ils étripent ou qu'ils assomment.

Alors, alors, gare au Syndicalisme convalescent!

LE MÉCANO.

Un livre qu'il faut lire et faire lire

Robert CORNILLEAU

DU BLOC NATIONAL AU FRONT POPULAIRE 1919-1924

Ce livre fait suite à **De Waldeck-Rousseau à Poincaré**, cette chronique d'une génération, que Clemenceau, peu prodigue de compliments, qualifiait de « remarquable », dans une lettre à l'auteur.

Du Bloc National au Front populaire retrace, d'une manière chronologique, les événements politiques qui se sont déroulés à partir du 16 novembre 1919 : élection de la Chambre bleu-horizon, échec de Clemenceau à la présidence de la République, le ministère Millerand, les conférences interalliées, les débuts de la politique européenne de Briand, le retour de Poincaré au pouvoir, l'occupation de la Ruhr, etc.

C'est donc une véritable histoire d'après-guerre. Elle intéressera aussi vivement ceux qui ont vécu à cette époque que les jeunes, qui n'en connaissent les personnages représentatifs (Clemenceau, Millerand, Briand, Poincaré, etc.) qu'à travers des récits, plus ou moins inspirés par les passions politiques.

Robert Cornilleau, qui ne cache pas ses préférences, juge moins les hommes qu'il ne les raconte. Il a le don du portrait et il peint d'une façon expressive, très vivante, à la lumière des événements.

Du Bloc National au Front populaire explique l'évolution de la politique française depuis la guerre. Ce livre, rempli d'aperçus profonds, fait comprendre et réfléchir.

Un beau vol. in-8° de 264 pages, avec couverture illustrée, **15 fr.** ; franco : **16 fr. 50.**

Adresser les commandes au « Petit Démocrate ». Expédition franco par trois exemplaires.

LE CONSEIL NATIONAL DU 11 JUIN

Louis MARTEL annonce au Conseil National qu'à la demande de Reille-Soult, rapporteur de politique économique et sociale, la parole sera donnée d'abord à Eugène BELLUT. Le Président de la Commission Ouvrière, donne alors lecture du rapport, où il a résumé les résultats de l'enquête entreprise par la Commission sur l'application des décrets-lois, et que Le Petit Démocrate publiera dans son prochain numéro.

La parole est ensuite donnée à Reille-Soult.

REILLE-SOULT, *rapporteur* : déclare qu'il semblerait, à l'audition des conclusions de l'enquête de la Commission ouvrière, que l'expérience faite par le Gouvernement ait échoué. Mais on oublie vite, en France, et il convient de rappeler les arguments donnés par A. Bastianelli au Congrès de Saint-Etienne pour proposer au Parti de soutenir la politique économique et financière du cabinet Daladier. La crise de septembre avait totalement paralysé les affaires; elle avait créé un ensemble de charges nouvelles nécessaires pour faire face aux menaces de guerre. La monnaie était compromise, la Trésorerie ruinée, notre stock d'or était entamé. Le ministre des finances de l'époque, M. Marchandeau, proposait d'établir le contrôle des changes.

En refusant cette suggestion, le Président du Conseil a voulu tenter une dernière expérience de libéralisme monétaire. C'est dans ce cadre que M. Paul Reynaud a entrepris son action.

L'autarcie constitue le climat favorable à la naissance et au maintien des dictatures en dépit des opinions publiques. Elle est destructrice de la liberté. En politique extérieure, elle était un obstacle à l'union indispensable des Démocraties. Les projets Reynaud tendaient au contraire à maintenir la liberté économique par la recherche de l'équilibre budgétaire, à obtenir la baisse du loyer de l'argent par la diminution du recours à l'emprunt. Pour permettre à la matière imposable de faire face aux charges nouvelles, le ministre voulait tenter de multiplier les échanges, d'augmenter la production et la masse des salaires payés.

Ce programme a paru audacieux, irréalisable au moment où la situation internationale accroissait les besoins de l'Etat. Cependant le Parti l'a approuvé, et l'orateur croit que c'est à juste titre qu'il a adopté une attitude pleine de courage, exempte de toute démagogie. (*Très bien. Très bien*).

Au mois de mars dernier, en effet, nous nous sommes retrouvés devant la même situation qu'au mois de septembre, aggravée du fait que l'illusion d'une entente avec l'Allemagne était dissipée. Et cependant, les mêmes phénomènes économiques ne se sont pas reproduits. Le franc est resté stable, le stock d'or, loin de diminuer, a augmenté. C'est là le premier résultat positif de l'expérience.

A l'étranger, on a confiance dans la France

Il est dû surtout au jugement nouveau que l'étranger porte sur la France. Celle-ci paraît avoir retrouvé sa santé morale et physique. Sa force économique, la puissance d'avenir de cette économie donnent confiance. Au 31 mars, 20 milliards d'or étaient rentrés. Cinq ont été cédés à la Banque de France par le fonds d'égalisation alors qu'autrefois on observait le mouvement inverse.

En acceptant les sacrifices dans le calme et dans l'ordre, le pays a impressionné l'étranger. Mais c'est surtout dans les chiffres que l'on trouve la marque du redressement.

En mars 1938, les rentrées d'impôts traduisaient un déficit de 305 millions sur les évaluations budgétaires, alors qu'en mars 1939 les évaluations sont inférieures de 79 millions aux rentrées d'impôts, et le chiffre des recouvrements dépasse de 760 millions le chiffre de la période correspondante de 1938.

Le cours moyen des valeurs à revenu variable est passé de 205 à 236 pendant le même temps; le cours des fonds d'Etat s'est élevé en moyenne de 14 à 18 %.

Ces résultats n'intéressent pas que les spéculateurs. Ils démontrent que le pays a des capitaux en réserve, prêts à s'employer dès que les circonstances extérieures le permettront et que, par conséquent, la baisse du loyer de l'argent peut se réaliser.

Le taux moyen des obligations est tombé de 7.80 % en avril 1938 à 5,60 % en 1939. Le taux de l'escompte a été réduit de 4 à 2 % de 1937 à maintenant. C'est la marque de la confiance de l'épargne dans le développement de l'activité économique.

Cette confiance est-elle justifiée?

Cette confiance est-elle justifiée ? Les prix-or sont, en France, plus bas que partout ailleurs dans le monde. Nos exportations ont donc pu s'accroître, tandis que le déficit de notre balance commerciale diminuait : il est tombé de 1.522 millions en avril 1938 à 1.090 millions en avril 1939. Alors que les importations ont augmenté de 236 millions, les exportations ont augmenté de 673 millions, dont 400 millions pour les objets fabriqués. La production augmente elle aussi. Si l'on prend pour base l'indice 100 en 1928, cet indice qui était descendu à 82 en 1938, est passé à 92 en 1939.

Les autorisations de bâtir se sont accrues de 50 %; l'indice de l'activité économique est passé de 61 à 73 (*Applaudissements*).

Le succès est moins net, il est plus précaire en matière de salaires. Le chômage total a diminué; il est vrai qu'une classe de réserve est sous les drapeaux, mais qui ne compte pas à bien loin près que des salariés des villes ; elle renferme une très forte proportion d'agriculteurs. D'autre part les chômeurs sont en majorité des ouvriers âgés qui ne retrouveront plus d'emploi et qui sont devenus des chômeurs définitifs, quoi qu'on fasse. En décembre 1938, il y avait 40.000 chômeurs de plus qu'en décembre 1937, en avril 1939, il y en avait 5.000 de moins qu'à l'époque correspondante de 1938.

Le chômage partiel est, lui aussi, en régression. La porportion d'ouvriers travaillant moins de 40 heures est tombée de 18.3 % à 8,6 %. Celle des ouvriers travaillant plus de 40 heures est passée de 4,1 % à 27 %. Malheureusement la hausse des prix intérieurs, surtout celle qui s'est produite de 1936 à 1938, — car les prix ont peu monté en 1939, — a rendu illusoire les augmentations de salaires.

En résumé, l'expérience paraît réussir sur le plan technique; seule la crainte de l'avenir l'empêche de porter tous ses fruits. Elle demande donc le temps nécessaire à son développement et le climat indispensable à son épanouissement.

Le succès de l'expérience dépend du Gouvernement

Son succès dépend de nous et du Gouvernement. Il ne serait pas mauvais que celui-ci, lorsqu'il demande des sacrifices très lourds, commente et explique ses projets. Il faut qu'il évite de donner un aliment inutile aux protestations en promulguant des mesures mal étudiées, qui ne sont pas conformes à la justice, qui méconnaissent le principe de l'égalité des devoirs. Il ne faut pas sembler faire œuvre de régression sociale.

Les décrets-lois ont amorcé une réforme de la protection de la famille. C'est là un paragraphe important du programme du P. D. P. Il est regrettable toutefois que le Gouvernement n'ait pas tenu compte des suggestions du Groupe, notamment lorsqu'il a réparti les crédits prévus pour l'augmentation du traitement des fonctionnaires. Ceux-ci devraient recevoir l'allocation de la femme au foyer. L'indemnité de résidence devrait être relevée. Aucune compensation du tarif des transports n'a été consentie aux familles ouvrières une importante proposition. (*Très bien. Très bien*).

Il convient de maintenir la législation sociale

Enfin, il convient de maintenir la législation sociale. Pourquoi répartir le travail sur plus de cinq journées lorsque cela n'est pas nécessaire? Le peuple français accepte les sacrifices, mais il se cabre lorsqu'on le brime. Pourquoi cette inégalité de traitement dans le paiement des heures supplémentaires ? Cette différence entre les salariés des industries privées et ceux des industries de guerre? Comment se fait-il que, souvent, l'ingénieur soit moins payé que l'ouvrier? La force de la France réside aussi dans ses classes moyennes et c'est le contribuable qui fait les frais des erreurs sociales. (*Applaudissements*).

Il n'y a pas d'union, si la classe ouvrière n'y participe pas

Mais le Gouvernement ne peut faire l'union si la classe ouvrière n'y participe pas de bon gré. On dit qu'elle souhaite un nouveau juin 1936. Il faut lui montrer que la législation sociale existe toujours et supprimer tout esprit de brimade.

Le P. D. P. a voulu le succès de cette expérience. L'orateur demande au Conseil de permettre au Groupe de continuer sa collaboration au Gouvernement qui l'a entreprise, en lui signalant d'urgence le danger de certains actes, la nécessité de certaines réformes d'ordre social, garantissant la famille, les classes moyennes, leur salaire vital, et les libertés ouvrières. Le Parti est le seul qui, dans la majorité, soit en liaison avec la classe ouvrière. Il peut donc utilement donner des avertissements au Gouvernement, et des conseils utiles. C'est ce que nous venons de faire en appelant son attention sur la situation des mobilisés. Si nos avis n'étaient pas écoutés, si une politique de classe devait se substituer à une politique d'union, il appartiendrait au prochain Congrès de décider de notre attitude. (*Vifs applaudissements répétés*).

Louis MARTEL remercie Reille-Soult de son substantiel rapport qui a montré les résultats intéressants de l'expérience en cours. Mais l'opinion est troublée : cela montre l'importance de la propagande en politique intérieure comme en politique extérieure. (*Très bien. Très bien.*)

REILLE-SOULT

DÉPUTÉ DU JURA
MEMBRE DE LA COMMISSION DES FINANCES

ayant fait le point de la situation économique souligne la nécessité d'une politique sociale et familiale

Amicale des Travailleurs Démocrates Populaires

Motion votée à l'unanimité

L'Amicale des Travailleurs Démocrates Populaires, réunie en Assemblée Générale le 10 juin 1939, à l'occasion du Conseil National du Parti;

Elève une vigoureuse protestation contre la contrainte morale qu'un certain patronat, profitant de la situation créée par la tension extérieure, fait peser sur les travailleurs en représailles des abus antérieurs des extrémistes;

Constate que, par le moyen de cette contrainte morale, on vise à instaurer un régime social dans lequel le droit au travail, et par suite à la vie même, des travailleurs, serait subordonné à la suppression de fait des libertés, et spécialement de la liberté syndicale;

Réprouve les inadmissibles pressions exercées sur les travailleurs pour obliger ceux-ci à donner leur adhésion à des organisations politiques dont le programme est contraire à leurs convictions;

Fait confiance aux élus du Parti pour défendre vigoureusement les libertés des travailleurs, libertés qui sont indispensables pour conserver à la Nation sa grande et belle figure démocratique.

ORDRE DU JOUR relatif à l'APPLICATION DES LOIS SOCIALES

adopté à l'unanimité par le Conseil National

Le Conseil national du Parti Démocrate Populaire, ouvant pleinement l'ordre du jour suivant qui a été éla Commission ouvrière du Parti,

1°. - émet le vœu que le Gouvernement veille à l'ap des lois sociales dans un esprit de conciliation qui ne ss, sous prétexte des nécessités de la production, les légérèts des travailleurs ;

2°. - émet le vœu que la surproduction nécessa Défense Nationale soit organisée et répartie de manièrs créer un déséquilibre préjudiciable à l'économie natie les industries de Paix et les industries de Guerre ;

3°. - émet le vœu que, dans les établissementt, des mesures de justice soient prises immédiatement des agents administratifs techniques et d'encadremes d'anomalies réglementaires bouleversant les princips élémentaires de la hiérarchie, en vue de leur assurenération normale ;

4°. - demande au Groupe parlementaire démo laire et au président de la Commission Exécu Champetier de Ribes, Ministre des Ancie sionnés, de faire les interventions n rapide des vœux ci-dessus.

ORDRE DU JOUR DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

adopté à l'unanimité par le Conseil National

Le Conseil national du Parti Démocrate Populaire affirme une fois encore que l'union de tous les Français, nécessaire tant au maintien de la paix qu'à la grandeur de la nation, n'est pas moins indispensable à la sauvegarde de nos institutions, à la renaissance de notre activité économique, à notre rayonnement moral dans le monde.

Parlant au nom d'un Parti qui a toujours eu le double souci de promouvoir un ordre véritablement humain et de ne sacrifier à aucune forme de démagogie, le Conseil national reconnaît, certes, que les exigences de la défense et du redressement du pays requièrent le concours et les sacrifices de toutes les catégories de citoyens. Mais il déclare avec la même vigueur que ces exigences ne sauraient justifier ni le sabotage des lois sociales, ni la timidité dans l'octroi d'avantages nouveaux accordés aux familles, ni l'ajournement de réformes qui s'imposent, plus que jamais, dans le sens de la collaboration pleinement institutionnelle et de l'organisation de l'économie.

OBJECTIF de CHACUN :

faire dans l'année

un abonnement
une adhésion
une souscription

personne n'peut refuser

QU'AVEZ-VOUS FAIT ?